

Rapport Financier Semestriel au 30/06/2011





CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL D'ILLE ET VILAINE

**Société coopérative à capital variable, établissement de crédit,
Société de courtage d'assurances
Siège social: 4, rue Louis Braille – 35136 Saint Jacques de la Lande
775 590 847 RCS RENNES– APE 6419Z**

Sommaire

DECLARATION DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DU DIRECTEUR GENERAL DE LA CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE D'ILLE-ET-VILAINE	4
RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE AU 30 JUIN 2011	5
<i>PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS</i>	5
<i>RESULTATS SOCIAUX</i>	5
<i>RESULTATS CONSOLIDES</i>	7
<i>STRUCTURE FINANCIERE (SUR BASE CONSOLIDEE)</i>	8
<i>GESTION DES RISQUES</i>	9
<i>DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE</i>	17
<i>EVENEMENTS RECENTS ET PERSPECTIVES</i>	19
CADRE GENERAL	21
ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	23
BILAN ACTIF	25
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES	30
CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL D'ILLE-ET-VILAINE	54

DECLARATION DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DU DIRECTEUR GENERAL DE LA CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE D'ILLE-ET-VILAINE

Mesdames, Messieurs les sociétaires,

Conformément à l'article 222-4 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, vous trouverez ci-dessous, la déclaration de Monsieur Alain DAVID, Président du Conseil d'Administration et Monsieur Guillaume ROUSSEAU, Directeur Général de la Caisse Régionale de Crédit Agricole d'Ille et Vilaine, sur la responsabilité du rapport financier semestriel.

I. Déclaration du Président du Conseil d'Administration et du Directeur Général

Nous déclarons assumer la responsabilité du présent rapport et attestons qu'à notre connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes applicables. Ils donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Caisse Régionale de Crédit Agricole d'Ille et Vilaine et de l'ensemble des Caisses Locales comprises dans la consolidation. De plus, ce rapport présente un tableau fidèle des informations mentionnées à l'article 222-6 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers.

II. Les principaux événements survenus pendant les six premiers mois de l'exercice 2011

Les faits marquants suivants sont développés dans les comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2011:

- **Système d'information unique NICE (Nouvelle Informatique Convergente Evolutive) :**

Les travaux de préparation à la migration du projet NICE (Système d'Information Unique aux 39 Caisses Régionales du Crédit Agricole) se poursuivent avec pour objectif de réduire les impacts commerciaux et organisationnels. La bascule de la Caisse Régionale en tant que Caisse pilote est programmée en mai 2012.

- **Elaboration du nouveau Projet d'Entreprise de la Caisse Régionale**

Le nouveau projet d'Entreprise a été lancé en mai 2011 avec la participation d'un grand nombre de collaborateurs et d'élus de la Caisse Régionale. Il fixera pour les 4 prochaines années les grands axes stratégiques de l'Entreprise. Les résultats des travaux engagés seront présentés à l'ensemble des agents de la Caisse Régionale en novembre 2011.

- **Evolution du modèle de calcul de la provision collective Bâle II :**

L'Autorité de Contrôle Prudentiel a demandé un retour aux modalités de calibrage des taux de perte sur la Banque de détail qui étaient pratiqués par le Groupe en 2007, impactant sensiblement le niveau de la provision collective Bâle II.

- **Participation de la Caisse régionale d'Ille et Vilaine à l'augmentation de capital de la SAS La Boétie en juillet 2011 :**

La participation de la Caisse Régionale à l'augmentation de capital de la SAS La Boétie s'élève ainsi à 13,1 millions d'euros. Elle a été concrétisée par la capitalisation de l'avance en compte courant déjà réalisée..

III. Principaux risques et principales incertitudes sur les six mois restant de l'année 2011

En dépit d'une volatilité des marchés financiers toujours élevée et d'un contexte économique encore difficile, la Caisse Régionale n'identifie pas de nouveaux risques pouvant remettre en cause de manière significative à court terme les perspectives d'évolution des résultats nets sociaux et consolidés.

Saint-Jacques, le 02 Août 2011

Le Président du Conseil
d'Administration



ALAIN DAVID

Le Directeur Général



GUILLAUME ROUSSEAU

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE AU 30 JUIN 2011

PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS

Les comptes consolidés intermédiaires résumés du Crédit Agricole d'Ille-et-Vilaine ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'union Européenne et applicables au 30 juin 2011.

RESULTATS SOCIAUX

➤ Environnement économique et financier

Les prix à la consommation en France enregistrent une hausse de 2,1% sur un an. Cette évolution résulte de l'évolution des prix de l'alimentation, des services (+1,8%) et surtout de l'énergie (+ 11,5%).

Les dépenses en produit manufacturés augmentent très légèrement sur la même période (+0,2%). Cela provient, notamment, de la hausse des prix dans le secteur automobile en raison de la suppression de la prime à la casse. Les dépenses liées aux produits informatiques et audio-visuels sont de leur côté en baisse.

La situation de l'emploi s'est légèrement améliorée par rapport à l'année 2010. Le taux de chômage en France métropolitaine apparaît à 9,2% au premier trimestre 2011. En recul de 0,3% par rapport à l'année 2010.

Les marchés restent sensibles à la moindre nouvelle. L'impact de la situation en Grèce et la faible activité des Etats-Unis freinent l'évolution du CAC 40. Celui-ci est en légère augmentation par rapport au début de l'année (3900 points au 3 janvier, 3982 points au 30 juin). Son évolution sur la période a toutefois été marquée par une volatilité assez importante avec un plus haut à 4170 le 17 février et un plus bas à 3693 points le 16 mars.

Les taux à court terme poursuivent leur augmentation. L'Euribor 3 mois atteint 1,547% au 30 juin 2011 contre 1,001% le 3 janvier 2011 et ressort en moyenne à 1,254% sur le premier semestre contre 0,674% en moyenne sur l'année 2010.

Les taux long ont légèrement augmenté, le TEC 10 passant de 3,32% au 31 décembre 2010 à 3,42% au 30 juin 2011. Il ressort en moyenne à 3,53% sur le premier semestre de l'année 2011.

➤ Activité commerciale

Le début de l'année 2011 confirme la reprise de l'activité économique observée en 2010. La croissance a été forte au premier trimestre (+1,0%) avant de marquer le pas au deuxième trimestre (+0,2%) en raison notamment du recul de la consommation. Les chiffres de la croissance du deuxième trimestre ne remettent pas en cause la relance de l'économie. L'activité commerciale du Crédit Agricole d'Ille et Vilaine, sur le premier semestre, s'appuie sur ce dynamisme.

La Caisse Régionale d'Ille-et-Vilaine voit ses réalisations de crédits légèrement augmenter (+9%) par rapport au premier semestre 2010. Celle-ci s'élève à 824 millions contre 752 millions au premier semestre 2010.

Les encours de crédits progressent de 3,5% en année glissante. Les réalisations de crédits à destination des professionnels ont évolué significativement (+48%) ainsi que les crédits alloués aux grandes entreprises (+7%). On constate, en revanche, une diminution des crédits à destination de l'agriculture (-24%), de la promotion immobilière et des collectivités publiques (-4%). Sur le marché des particuliers, les crédits habitats bénéficient du dynamisme du marché avec des

réalisations en hausse de 21%. En revanche, les réalisations de crédits à la consommation sont en recul de 12% dans un contexte réglementaire et sociétal plutôt défavorable.

Les ménages doutent de leur capacité à épargner dans l'avenir et considèrent qu'il est opportun de le faire maintenant. Malgré la diminution du chômage, ils devraient maintenir un volant important d'épargne de précaution.

L'encours de collecte de la Caisse Régionale continue de progresser à un rythme régulier (+5,7% par rapport à juin 2010).

La collecte monétaire, l'épargne logement et les livrets progressent respectivement de 9,6%, 4,1% et 8,6%. L'assurance-vie progresse de +6,1%.

Le deuxième semestre verra l'augmentation du taux du livret A à 2,25% contre 2%.

L'équipement des clients en matière d'assurance se poursuit. L'encours de contrats d'assurance détenus par nos clients est en augmentation de 4,5% à 132 900 contrats avec notamment de très bonnes performances sur l'assurance des biens (+6,2% par rapport à l'année précédente).

➤ **Tableau d'activité (base sociale) :**

En K€	juin-11	juin-10	% Evolution
Marge d'intermédiation globale	65 351	65 506	-0,2%
Marge sur commissions	53 406	52 096	2,5%
Marge sur portefeuille et propres	23 989	26 559	-9,7%
Marges diverses et produits accessoires	- 1 243	- 1 149	8,2%
Produit Net Bancaire	141 503	143 013	-1,1%
Charges générales d'exploitation	- 64 789	- 62 613	3,5%
Frais de personnel	- 39 457	- 39 142	0,8%
Autres frais administratifs	- 25 331	- 23 471	7,9%
Dotation aux amortissements	- 4 097	- 2 614	56,7%
Résultat Brut d'Exploitation	72 617	77 786	-6,6%
Coût du risque	- 7 236	- 12 021	-39,8%
Résultat d'exploitation	65 382	65 765	-0,6%
Résultat net sur actifs immobilisés	253	- 945	-126,8%
Résultat courant avant impôt	65 635	64 820	1,3%
Résultat exceptionnel			
Impôt sur les bénéfices	- 19 302	- 19 127	0,9%
Dot/Rep de FRBG et provisions réglementées			
Résultat Net	46 332	45 693	1,4%

Le produit net bancaire du 1^{er} semestre 2011 s'élève à 141.5 millions d'euros en léger recul de 1,1%. Les principaux éléments constitutifs du PNB évoluent différemment:

La marge d'intermédiation globale est en léger recul de -0,2%, on constate :

- La remontée des taux courts a renchéri les coûts de refinancement. Cette hausse a toutefois été limitée par la souscription régulière de swaps de macro-couverture emprunteurs de taux fixe contre Euribor 3 mois principalement. L'Euribor 3 mois est en effet en hausse sensible. Celui-ci a été en moyenne de 1.25% au premier semestre 2011 contre seulement 0.67% au premier semestre 2010.
- Le rendement de l'encours de crédits est également en recul en raison de l'effet de réalisations de crédits en 2010 et 2011 à des taux très bas et de l'importance des réaménagements réalisés entre novembre 2010 et mars 2011. La hausse des taux courts constatée depuis le début d'année n'a affecté que très partiellement le rendement des encours de prêts à taux révisable.
- Une diminution de la marge collecte liée à la baisse des marges versées par Crédit Agricole SA aux Caisses Régionales sur certains produits comme le livret A (- 45 bp) et les CSL (-38 bp). Cette baisse de marge n'est pas compensée par la hausse de l'assiette de calcul des commissions. Celle-ci progresse en effet de +4.5% en année glissante.

- Ces différents reculs sont compensés par une hausse sensible des frais de dossiers (+1.1 M€, +49.1%) avec une augmentation des réalisations de crédits de +9.0% et une activité de réaménagement de crédits particulièrement importante au 1^{er} trimestre 2011.

La marge sur commissions enregistre une bonne performance. Elle progresse de 2,5%. Cette hausse a été notamment permise par :

- la perception d'une commission de 1.1 millions d'euros versée par « Square Habitat Vente de Neufs », filiale des Caisses Régionales bretonnes spécialisée dans la commercialisation de biens immobiliers neufs,
- la progression des commissions IARD (+11.5%), sur Comptes Services Crédit Agricole (+3.3%), sur Assurance-Vie PREDICA (+4.2%).

A l'inverse, certaines commissions sont en recul significatif. Les frais de dysfonctionnement et les commissions ADI sont en baisse de respectivement -0.5% et -5.8%. La commission ADI est affectée par une hausse significative de la sinistralité notamment au 1^{er} trimestre 2011.

La marge sur portefeuille est en baisse de 9,7% à 24,0 M€. Ce recul est principalement du à :

La réalisation de 3,8 M€ de plus values-latentes à fin juin 2011 contre 5,1 M€ au premier semestre 2010. Ces extériorisations ont été réalisées dans le cadre normal d'arbitrages au sein du portefeuille de titres de placement détenus par la Caisse Régionale.

Les dividendes perçus sont également en recul de 2.9% en raison de la perception en 2010 d'un dividende exceptionnel de 2.1 M€ de la filiale de capital risque des Caisses Régionale de l'Ouest, Uni-Expansion Ouest devenue en 2011 UNEXO. En 2011, le dividende perçu a été de 0.3 M€. Dans le même temps, le dividende perçu au titre de la participation de la Caisse Régionale au capital de la SAS la Boétie est en hausse de 0.9 M€.

Les charges générales d'exploitation sont en hausse de 3,5%. En raison d'une bonne maîtrise des effectifs, les charges de personnel sont en hausse de seulement 0.8%. Les autres frais administratifs sont en hausse de +7.9% à 25.3 M€ en raison notamment de la forte hausse des impôts et taxe (+1.4 M€) et des surcoûts liés à la préparation du projet NICE (+0.9 M€). Les dotations aux amortissements sont en forte hausse (+56,7%) en raison de la mise en amortissement en octobre 2010 du nouveau siège de la Caisse Régionale dans le nouvel éco-quartier de La Courrouze.

Le résultat brut d'exploitation s'élève à 72.6 M€ en baisse de 6,6%

Le coût du risque global s'élève à 7,2 M€ en recul de 39,8%. Le taux de créances douteuses et litigieuses s'élève à 2,47%. Le taux de dépréciation s'élève à 71,1%, niveau en baisse par rapport à celui du 30/06/2010. Ce recul s'explique principalement par des reprises de provision sur les prêts habitat garantis par la CAMCA. A 71.1%, le taux de provision reste d'un niveau très satisfaisant.

Après prise en compte du résultat sur actifs immobilisés, le résultat courant avant impôts progresse de 1,3% à 65,6 M€.

La charge fiscale s'élève à 19,3 M€ d'euros en hausse de 0,9%.

Le résultat net est en hausse de 1,4% à 46,3 M€.

RESULTATS CONSOLIDES

En K€	juin-11	juin-10	2011/2010
Intérêts et produits assimilés	172 964	161 073	7,4%
Intérêts et charges assimilées	- 103 499	- 96 646	7,1%
Commissions (produits)	72 591	74 988	-3,2%
Commissions (charges)	- 14 688	- 15 850	-7,3%
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	257	578	-55,5%
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	17 808	20 804	-14,4%
Produits des autres activités	1 168	2 592	-54,9%
Charges des autres activités	- 2 321	- 1 625	42,8%
PRODUIT NET BANCAIRE	144 280	145 914	-1,1%
Charges générales d'exploitation	- 65 140	- 62 979	3,4%
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	- 3 520	- 2 500	40,8%
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	75 620	80 435	-6,0%
Coût du risque	- 7 203	- 11 958	-39,8%
RESULTAT D'EXPLOITATION	68 417	68 477	-0,1%
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	/	/	0,0%
Gains ou pertes nets sur autres actifs	12	70	-82,9%
Variations de valeur des écarts d'acquisition	/	/	0,0%
RESULTAT AVANT IMPOT	68 429	68 547	-0,2%
Impôts sur les bénéfices	- 17 066	- 23 472	-27,3%
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	/	/	0,0%
RESULTAT NET	51 363	45 075	14,0%
Intérêts minoritaires	/	/	0,0%
RESULTAT NET – PART DU GROUPE	51 363	45 075	14,0%

➤ Résultats consolidés

● Le Produit Net Bancaire

Le Produit Net Bancaire s'élève à 144.3 millions d'euros en baisse de 1.1%. Il se compose:

Des produits et charges d'intérêts et assimilés. La marge sur intérêts s'élève à 69.5 millions d'euros en hausse de 7.8%. Cette hausse est notamment due au provisionnement épargne logement avec une reprise nette en 2011 de 1,9 M€ contre une dotation nette de 0.4 M€ en 2010 et à la hausse des frais de dossier (+1.1 M€).

Des produits et charges sur commissions.

Les commissions nettes s'élèvent à 57.9 millions d'euros en baisse de -2.1%. Cette diminution est notamment due à la diminution significative des commissions de collecte sur l'épargne réglementée. Dans le tableau d'activité (base sociale), ces commissions sont incluses dans la marge d'intermédiation.

Des gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat. Ces gains ou pertes correspondent principalement :

- aux plus ou moins-values réalisées sur les achats et ventes de CCI de la Caisse Régionale via son contrat de liquidité. Le montant net des plus ou moins-values réalisées au premier semestre 2011 s'élève à 0.1 M€ contre 0.5 M€ l'année passée.
- Au solde des opérations de couvertures pour 0.1 M€.

Des gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente. Ils s'élèvent au 30 juin 2011 à 17.8 millions d'euros contre 20.8 millions d'euros en 2010. Ce retrait est dû principalement à la baisse des plus ou moins-values de cession réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente. Ainsi, en 2011, les plus-values de cession sur actifs financiers disponibles à la vente se sont élevées à 3.8 M€ contre 6.2 M€ en 2010. Accessoirement, les dividendes perçus sont en recul de 0.5 millions d'euros à 14.0 M€

• Les charges d'exploitation

Les charges d'exploitation s'élèvent à 68.7 millions d'euros en hausse de 4.9%. Les charges de personnel qui représentent 57% du total des charges d'exploitation sont en légère hausse de +0.8% grâce à une bonne maîtrise des effectifs.

Les autres charges de fonctionnement (hors dotations aux amortissements) sont en hausse de 10.2% à 26.3 millions d'euros en raison notamment

• Du résultat brut d'exploitation au résultat consolidé

Le résultat brut d'exploitation s'élève à 75.6 millions d'euros en baisse de 6.0%

Le coût du risque s'élève à 7.2 millions d'euros, en baisse de 39,8% par rapport à juin 2010.

Les produits et charges des autres activités. Ils comprennent notamment les plus-values de cession, les loyers et dotations aux amortissements sur les immeubles hors exploitation, les autres produits et charges d'exploitation bancaire et les produits et charges des activités non bancaires. Ils représentent une charge nette de 1.2 million d'euros alors qu'ils s'élevaient à +1 million d'euros en 2010. Cette baisse est due notamment à :

- une reprise de provision en 2010 sur risque opérationnel d'1.8 millions d'euros. Il s'agit d'une provision passée dans le cadre d'une possible réfaction de bonification d'intérêts sur prêts agricoles par le CNASEA au titre des audits réalisés entre 2000 et 2003.
- Une baisse des produits nets sur immeubles de placement de 0.5 M€ en raison de la mise en amortissement au 1er décembre 2010 d'ELIOS, immeuble de bureaux à usage locatif à la Courrouze détenu par la Caisse Régionale

de la forte hausse des impôts et taxes et des charges liées à la préparation du projet NICE, système d'information commun aux 39 Caisses Régionales de Crédit Agricole.

Les dotations aux amortissements sont en hausse de 40.8% à 3.5 M€ en raison la mise en amortissement du nouveau siège de la Caisse Régionale dans l'éco-quartier de la Courrouze.

La charge fiscale au 30 juin 2011 diminue de -27.3% à 17.1 millions d'euros.

Le résultat net est en hausse de 14.0% à 51.4 millions d'euros.

STRUCTURE FINANCIERE (sur base consolidée)

➤ Les fonds propres

Le montant des Fonds Propres part du Groupe s'élève à 1 152.7 millions d'euros au 30 juin 2011, soit une progression de 43.0 millions d'euros depuis la clôture de l'exercice précédent (+3,9%).

Cette progression résulte principalement de la hausse du capital social des caisses locales pour 6.3 millions d'euros et du résultat conservé après versement des dividendes et intérêts aux parts sociales.

Le résultat du premier semestre 2011 contribue à l'augmentation des capitaux propres à hauteur de 51.4 millions d'euros pendant que le montant de la distribution s'élève à 12.5 millions d'euros.

➤ Les ratios prudentiels

Les Etablissements de crédit sont tenus de respecter en permanence un ratio de solvabilité supérieur à 8%.

Au 30 juin 2011, le ratio de solvabilité du Crédit Agricole d'Ille-et-Vilaine, établi en application de la norme « Bâle II » n'est pas connu à la date de rédaction de ce rapport. Il s'élevait à 12.0% au 31/12/2010, soit un niveau très supérieur aux normes en vigueur.

➤ Les parties liées

Les informations relatives aux parties liées sont présentées dans les annexes aux comptes consolidés en Note 2.3.

GESTION DES RISQUES

➤ Le risque Crédit

● Objectifs et Politique de gestion des risques

La politique de prévention et de suivi des risques de contreparties de la Caisse Régionale d'Ille-et-Vilaine est basée sur la responsabilisation des acteurs réseau et concilie maîtrise des risques et développement commercial dans le respect de la réglementation.

En 2010, la Caisse Régionale d'Ille-et-Vilaine a mis en place un nouveau process risque issu des travaux entre les Caisses Régionales Bretonnes afin de :

● Gestion du risque

La stratégie risque de la Caisse définit la politique générale en matière :

- D'entrée en relation,
- De règles de délégation d'octroi de crédits et paiement
- De division et de partage du risque en fonction de la qualité du client et du volume des engagements,

- Traiter le risque le plus en amont possible dans une logique de « relation durable »
- Organiser un traitement personnalisé des clients en difficulté
- Améliorer les performances de la Caisse sur les risques de crédit.

- De distribution des prêts à moyen terme et des garanties,
- De crédits de trésorerie,
- De suivi des risques (répartition des clients par marché, suivi des encours consolidés et des opérations spécifiques)

Organisation de la fonction risque et dispositif de surveillance

L'organisation des risques au sein de la Caisse d'Ille-et-Vilaine repose sur :

- La mise en œuvre de trois phases de recouvrement : commercial, amiable et contentieux
- Un traitement du risque spécifique pour chaque marché
- La volonté de maintenir « une relation durable »

Sous la responsabilité du Directeur des Risques, de la Logistique et de l'Organisation, le Comité des Risques se réunit mensuellement et le Comité des Grands Risques trimestriellement.

Les objectifs de ces Comités s'articulent autour de deux missions majeures:

- Le suivi et le contrôle des risques de contreparties sur tous les marchés,
- Le niveau et les modalités de provisionnement des créances douteuses et litigieuses

Au cours de chaque Comité sont analysés, les tableaux de bord, l'examen des dossiers entrés en défaut depuis le dernier comité et le suivi des dossiers examinés au cours des Comités précédents.

Une revue des risques d'un secteur d'agence est réalisée lors de chaque comité risques.

Des comités risques spécifiques sont également organisés sur certaines filières (PIM, LBO, ...) en cas de constat de dégradation.

Des revues de portefeuilles sont réalisées 3 fois par an pour les marchés des clientèles professionnelles, agricoles et Entreprises et visent à analyser les dossiers sélectionnés à partir de critères tels que dégradation de notes et montant de l'encours.

Ces revues permettent :

- de détecter des affaires fragiles,
- d'adopter un positionnement clair sur les dossiers,
- de s'assurer du suivi des actions décidées.

Une revue des Grands engagements est réalisée semestriellement sous la responsabilité de la Direction des risques crédit et en présence de la Direction Générale et vise à :

- revoir annuellement tous les gros engagements de la Caisse régionale
- contrôler le respect des règles de la politique crédit,
- d'adopter un positionnement clair sur les dossiers,
- de s'assurer du suivi des actions décidées

Par ailleurs, la Caisse régionale s'est appuyée sur le système de notation « Bâle II » pour déterminer à l'actif de son bilan des dépréciations sur base collective pour 43.8 M€ d'euros au 30 juin 2011.

Méthodologie et système de notation

Le dispositif Bâle II de notation interne de clientèle de Banque de détail et de Grande Clientèle est opérationnel depuis 2005. Il permet d'évaluer par contrat le risque pris par la Caisse Régionale auprès de ses clients, de globaliser l'ensemble des risques, d'obtenir une vue consolidée des risques encourus par contreparties ou groupes de contreparties, et d'ajuster les provisions. Avec le dispositif de risques opérationnels, il permet à la Caisse Régionale de vérifier son bon niveau de couverture de risques par les fonds propres. Le dispositif Bâle II Banque de détail, autorisé fin 2007, a fait l'objet, en 2009, d'une mission de suivi de l'Inspection de la Commission Bancaire."

L'intégration du dispositif Bâle II au sein de la Caisse Régionale est suivie dans trois domaines :

Mécanismes de réduction du risque de crédits

Dans le cadre de sa politique risque, la Caisse régionale d'Ille et Vilaine se contre-garantit auprès d'autres établissements de crédit pour 147 millions d'euros au 30 juin 2011. Elle bénéficie par ailleurs de garanties reçues de l'état ou d'organismes para publics tels que le FGAS pour assurer le risque de contreparties sur les prêts à 0% et les prêts PAS. Ces engagements reçus s'élèvent à 434 millions d'euros au 30 juin 2011.

-la communication : une grande attention est portée sur le niveau de connaissance pratique de Bâle II par les experts métier (crédit / marketing / réseau)
-l'intégration dans les Projets Nationaux (octroi crédits habitats ; octroi crédits à la consommation, ...)
-l'intégration dans les autres processus opérationnels (distribution des crédits, suivi des risques, provisions et recouvrement, marges crédit).

Les outils LUC (Logiciel Unique de Cotation) et OCE (Outillage Clientèle Entreprise) entrent en jeu pour déterminer, pour chaque contrepartie, le montant de la perte en cas de défaut, comme l'impose Bâle II dans sa méthodologie pour apprécier le risque lié au crédit.

Enfin, la Caisse régionale mène une politique dynamique de couverture de ses prêts habitats via l'organisme de caution mutuelle du groupe Crédit Agricole, la CAMCA à hauteur de 1 581 millions d'euros contre 1 468 au 31/12/2010.

(Voir Note 6 de l'annexe aux comptes consolidés au 30/06/2011)

Par ailleurs, la Caisse régionale n'a pas recours aux instruments dérivés de crédits.

➤ Les Créances douteuses et litigieuses

L'encours des créances douteuses et litigieuses s'élève à 194,0 M€ à fin juin 2011 contre 190,0 M€ fin 2010. Le taux des créances douteuses et litigieuses s'inscrit en hausse à 2,47% contre 2,48%

● Exposition

Exposition par agent économique

Ce tableau repris de la note 5.3 bis de l'annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2011 montre l'exposition par agent économique de l'encours de prêts et créances.

La clientèle de détail et les grandes entreprises représentent respectivement 67,8% et 16,2% de l'encours brut total.

en décembre 2010. Le taux de couverture par les dépréciations traduit la politique prudente de gestion des risques à 71,1% contre 75,8% en fin d'année précédente.

Depuis le 31/12/2010, ces encours progressent de 1,8% pour la clientèle de détail et de 2,0% pour les Grandes Entreprises.

	30/06/2011				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Administrations centrales	3 750	/	/	/	3 750
Banques centrales	/	/	/	/	0
Etablissements de crédit	600 313	/	/	/	600 313
Institutions non établissements de crédit	764 877	3 310	1 581	/	763 296
Grandes entreprises	1 384 955	70 561	52 418	8 600	1 323 937
Clientèle de détail	5 795 163	116 024	79 854	67 667	5 647 642
Total *	8 549 058	189 895	133 853	76 267	8 338 938
Créances rattachées nettes					38 032
Valeurs au bilan					8 376 970

* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 11 677 milliers d'euros

* Dont opérations internes pour 600 313 milliers d'euros

	31/12/2010				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Administrations centrales	3 767	/	/	/	3 767
Banques centrales	/	/	/	/	0
Etablissements de crédit	623 124	/	/	/	623 124
Institutions non établissements de crédit	690 555	657	451	/	690 104
Grandes entreprises	1 357 084	72 522	51 130	7 884	1 298 070
Clientèle de détail	5 692 454	112 495	88 205	60 114	5 544 135
Total *	8 366 984	185 674	139 786	67 998	8 159 200
Créances rattachées nettes					35 783
Valeurs au bilan					8 194 983

* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 13 313 milliers d'euros

* Dont opérations internes pour 623 124 milliers d'euros

• Cout du risque (Données IFRS)

Le coût du risque s'élève à 7,2 millions d'euros au 30/06/2011 contre 22,4 millions d'euros au 31/12/2010. Celui-ci se compose notamment des dotations nettes aux dépréciations sur prêts et

créances pour 6,4 millions d'euros et de dotations nettes aux provisions sur engagements par signature pour 1.5 M€ et des reprises nettes sur provisions pour risques et charges pour 0.6 M€.

➤ Le risque de marché

Le risque de marchés représente le risque d'incidences négatives sur le compte de résultat ou sur le bilan, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres de marchés notamment : les taux d'intérêts, les taux de change, le cours des

actions, le prix des matières premières, ainsi que de leur volatilité implicite.

La Caisse régionale n'est pas éligible à l'adéquation des fonds propres au titre de ses activités de marché.

• Objectifs et politique

La Caisse régionale est exposée au risque de marché sur les éléments de son portefeuille de titres et de dérivés lorsque ces instruments sont comptabilisés en juste valeur (au prix de marché). On distingue comptablement le Trading book et le Banking book. La variation de juste valeur du

Trading book se traduit par un impact sur le résultat. La variation de juste valeur du Banking book se traduit par un impact sur les fonds propres.

La Caisse régionale ne détient pas de portefeuille de négociation.

● Gestion du risque

Le contrôle des risques de marché du groupe Crédit Agricole S.A. est structuré sur trois niveaux distincts mais complémentaires :

- Au niveau central, la Direction des Risques et Contrôles Permanents Groupe assure la coordination sur tous les sujets de pilotage et contrôle des risques de marché à caractère transverse. Elle norme les données et les traitements afin d'assurer l'homogénéité de la mesure consolidée des risques et des contrôles.

- Au niveau de la Caisse régionale, un Responsable des Risques et Contrôles Permanents pilote et contrôle les risques de marché issus des activités. Ce Responsable est nommé par le Directeur

Général de la Caisse régionale et lui est directement rattaché.

Les organes de suivi des risques du groupe Crédit Agricole sont les suivants :

- Le Comité des Risques Groupe (CRG)
- Le Comité de suivi des Risques des Caisses régionales (CRCR)
- Le Comité Normes et Méthodologies

La politique générale de placements est conduite en vue d'atteindre les différents objectifs définis par le Conseil d'Administration. Les instruments financiers et montages utilisés sont systématiquement présentés au Comité Financier mensuel et validés par ce comité avant réalisation

➤ Organisation du suivi des risques de marché

Au niveau de la Caisse Régionale d'Ille et Vilaine, un comité financier a été mis en place.

Le Comité Financier est composé des personnes suivantes :

- Directeur Général,
- Directeur Général Adjoint,
- Directeur Marketing, Finances et Risques,
- Responsable du Service Finance et Contrôle de Gestion et ses équipes,
- Responsable du Pôle Gestion Financière et de ses équipes,
- RCPR et Contrôleur comptable et financier,
- Responsable du Service Comptabilité Générale,
- Les autres membres du Comité de Direction peuvent participer sur demande.

Le Comité Financier pilote et met en œuvre la politique financière validée par le Conseil d'Administration en matière de :

- Gestion du portefeuille Fonds Propres.

- Politique de couverture du risque de taux.
- Politique de gestion de la liquidité (refinancement ...).
- Ou tout autre sujet en lien avec la Gestion Financière.

Le Comité Financier autorise la réalisation des opérations par la Gestion Financière dans un cadre donné.

L'organisation opérationnelle retenue par la Caisse régionale permet une séparation effective entre le Front-office et le Back-office. Chaque fin de mois, une valorisation des positions est effectuée indépendamment par le Front-office et le Back-office et donne lieu à un rapprochement des résultats. Un reporting est réalisé auprès du Comité Financier, dont le compte rendu est transmis à la Direction Générale et au Responsable du Contrôle Permanent.

➤ Méthodologie de mesure des risques de marché

La Caisse régionale utilise la VaR (Value at Risk) et le calcul de la sensibilité par facteur de risque.

Calcul de VaR :

La VaR peut être définie comme étant la perte potentielle maximale que peut subir un portefeuille en cas de mouvements défavorables des paramètres de marché, sur un horizon de temps et pour un intervalle de confiance donnés.

Sur son portefeuille de titres, la CR retient un intervalle de confiance de 99% et un horizon de temps de 1 mois.

Pour la Caisse régionale d'Ille et Vilaine, la VaR 1 mois à 99% fournit la baisse de plus values latentes et donc l'impact sur les fonds propres dans 99% des cas sur un horizon de 1 mois. L'outil utilisé est l'e-VaRisk, outil développé par la recherche d'AMUNDI et mis à la disposition des Caisses régionales. La VaR du portefeuille de la Caisse régionale s'élève à

5,08 M€ au 31 mai 2011, soit 7,6% du résultat annuel 2010. Le niveau de VaR au 31 décembre 2010 s'établissait à 5,54 M€.

Stress scenarii :

Le deuxième élément quantitatif, « stress scénarii », complète la mesure en VaR qui ne permet pas d'appréhender correctement l'impact de conditions extrêmes de marchés.

Ces calculs de scénarii de stress, conformément aux principes du groupe, simulent des conditions extrêmes de marché et sont le résultat de trois approches complémentaires :

Les scénarii historiques consistent à répliquer sur le portefeuille actuel l'effet de crises majeures survenues dans le passé;

Les scénarii hypothétiques anticipent des chocs vraisemblables, élaborés en collaboration avec les économistes;



Les scénarii adverses consistent à adapter les hypothèses pour simuler les situations les plus défavorables en fonction de la structure du portefeuille au moment où le scénario est calculé. Ces scénarii sont adaptés aux risques propres aux différents portefeuilles sur lesquels ils sont calculés. La sensibilité par facteur de risque se mesure au travers du scénario de stress utilisé dans le Groupe

(Actions : -35% ; Taux : +302 bps ; Alternatif : -10%, Convertible : -14%) qui aboutirait sur la base du 31 mars 2011, à une variation totale de valorisation du portefeuille de -24 M€. Ce nouveau scénario de stress prend en compte les variations des paramètres de marché survenues lors des crises récentes (subprime / faillite de Lehman / dettes souveraines).

➤ **Dispositif de limites de seuils d'alerte**

Les limites sont revues chaque année par le Conseil d'Administration. La dernière révision a été réalisée le 25 février 2011.

Les limites globales encadrant les risques sont complétées par des limites opérationnelles et/ou des seuils d'alerte, afin de maintenir les expositions conformes à ces règles internes.

Il est utile de compléter le dispositif de limites globales avec des seuils d'alerte. L'atteinte de ces derniers doit conduire à une analyse de la situation donnant lieu à une décision motivée. Celle-ci peut être soit une confirmation de la décision de gestion initiale, soit être sa modification.

Le dispositif d'alerte repose sur 2 types de limites :

- Limites globales : en cas de dépassement, le Conseil d'Administration et le Comité Financier sont alertés.
- Limites opérationnelles : en cas de dépassement, le Comité Financier est alerté.

La limite sur les compartiments titres de placement et titres d'investissement repose sur le résultat économique (Δ PMV latentes + PMV externalisées + revenus) :

Limite opérationnelle	- 4 M€, soit -1% de performance flat
Limite globale	- 8 M€, soit -2% de performance flat

Conformément aux recommandations de Crédit Agricole SA, des limites sont basées sur les résultats du calcul de VaR:

	Limite opérationnelle	Limite globale
VaR	> 10% du Résultat net (N-1)	> 15% du Résultat net (N-1)

Aussi des limites opérationnelles par allocation d'actif ont été définies :

Poche sans risque de marché	Mini 45%
Poche actions	Maxi 15%
Volatilité > 12% yc actions	Maxi 20%
Volatilité > 6% yc actions	Maxi 30%
Liquidité > 10 jours	Maxi 10%

Enfin des alertes de performance par support d'investissement sont communiquées aux membres du Comité Financier.

➤ **Risques Action**

Le risque action est concentré sur le portefeuille de placement de la Caisse régionale. Il représente un montant de 36,2 millions d'euros au 31 mai 2011,

soit 9,2% du portefeuille d'excédents de fonds propres.

➤ **Gestion du Bilan**

• **Le risque de taux d'intérêt global :**

Le Risque de Taux est "le risque encouru en cas de variation des taux d'intérêt du fait de l'ensemble des opérations de bilan et de hors bilan, à l'exception, le

cas échéant, des opérations soumises aux risques de marché ("trading book").

Objectifs, méthodologie et politique

La Caisse régionale est soumise au risque de taux d'intérêt global (RTIG) sur l'ensemble de son bilan et hors bilan hors trading.

L'exposition à la hausse/baisse des taux est calculée mensuellement selon la méthode d'agrégation des gaps taux fixe et inflation, qui donne le gap global en approche statique. Le calcul de l'exposition est réalisé à partir des outils, des hypothèses et modèles d'écoulement utilisés par le groupe Crédit Agricole.

L'outil utilisé est l'outil groupe CRISTAUX 2 depuis le comité financier du 9 mars 2009.

Les sources de données alimentant l'outil sont essentiellement des alimentations automatiques : STRADA, CAPIC, KTP, CARISTO et pour le reste des agrégats manuels (rejets crédits, Avances Miroirs Structurées, DAT, prêts Full SOFINCO...).

Les conventions et hypothèses d'écoulement retenues sont celles du groupe Crédit Agricole. Seuls les remboursements anticipés crédits bénéficient d'un modèle d'écoulement interne à la CR 35. Les hypothèses locales de remboursements anticipés sont : 6,4% en année 1, 5,4% année 2, 3,5% année 3.

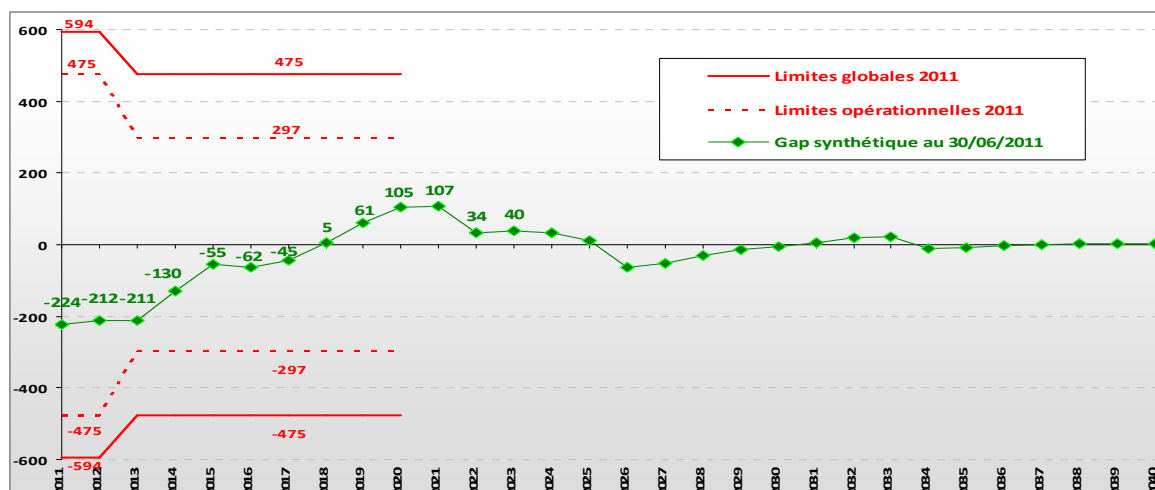
Jusqu'au mois de mai 2011 les DAV étaient également soumis une convention d'écoulement spécifique à la CR35 : 15% In Fine 1 an et 85 % linéairement sur 15 ans (au lieu de 15% linéaire à 3 mois et 85% linéaire à 15 ans). Depuis le 31 Mai 2011, la CR35 a adopté le nouveau modèle national.

Ce modèle est issu d'une étude statistique menée par un groupe de travail de la Fédération Nationale de Crédit Agricole. Elle a conclu à une augmentation de la part stable de 85 à 90% et à un maintien d'un écoulement à 3 mois de la part fluctuante. Soit le modèle suivant:

Exposition

L'impasse taux fixe au 30/06/2011 atteint -224 M€ sur l'année 1, elle respecte la limite à -594 M€ ainsi que la limite opérationnelle à -475 M€.

Gaps de taux en M€ au 30 juin 2011



Part Fluctuante: 10% de l'encours écoulé linéairement sur 3 mois,
Part Stable : 90% de l'encours écoulé linéairement sur 15 ans.

Gestion du risque

L'exposition de la Caisse régionale au risque de taux dans les limites fixées est ensuite gérée :

- au travers des stratégies de refinancement par avances globales, avec maintien d'une politique prudente.
- au travers des stratégies de refinancement des déficits.

Ces stratégies sont étudiées chaque mois en Comité Financier, et adaptées le cas échéant aux évolutions constatées. La composition et les attributions du Comité Financier sont décrites au paragraphe « Risques de marché ».

Le dispositif de limite doit être réexaminé et le cas échéant modifié, une fois par an. Le conseil d'administration du 1^{er} avril 2011 a validé le dispositif de limite suivant:

En M€	A1 et A2	A3 à A10
Limite 2011 passif Globale	+ 594	+ 475
Limite 2011 actif Globale	- 594	- 475

La Caisse Régionale a choisi de compléter son système de limites opérationnelles.

En M€	A1 et A2	A3 à A10
Limite 2011 passif Opérationnelle	+ 475	+ 297
Limite 2011 actif Opérationnelle	- 475	- 297

• Les risques de liquidité et de financement

Gestion du risque

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si l'entreprise n'est pas en mesure de respecter ses engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance.

Ces engagements comprennent notamment les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts et de placement.

Depuis 30 juin 2010, le Crédit Agricole applique la méthode standard définie par l'ACP. Cette réglementation est basée sur le périmètre social de la Caisse Régionale et impose la remise de 3 reporting à CASA :

- D'un coefficient normalisé de couverture des exigibilités par des liquidités à 1 mois
 - ✓ Le ratio standard est à produire en Normes Françaises
 - ✓ La CR doit à tout moment présenter un coefficient de liquidité au moins égal à 100%
 - ✓ Les établissements sont invités à calculer à chaque fin de mois ce ratio
 - ✓ Les ratios d'observation sont supprimés

- D'un tableau prévisionnel à une semaine des flux de trésorerie
 - ✓ Les flux sont ventilés par principaux postes d'encaissements et de décaissements et par les principales devises

- D'un tableau de suivi du coût des refinancements obtenus au cours du trimestre écoulé suivant la maturité des financements, le montant total et le nombre de financements

Le coefficient de liquidité réglementaire mesure la capacité d'un établissement de crédit à faire face, pendant un certain délai, à une brusque interruption de tout ou partie de ses ressources. Pour piloter ce ratio un accord de refinancement de 531 M€ a été mis en place au 30/06/2011 pour une durée de 18 mois.

De plus, depuis fin 2008, Crédit Agricole SA impose aux Caisses Régionales une limite de refinancement CT (montant maximum sur lequel les CR se refinancent sur des durées < à 1 an).

• Politique de couverture

Les instruments financiers désignés comme instruments de couverture sont pour la CR35 des swaps de taux d'intérêt. Ces swaps sont réalisés pour couvrir des crédits clients spécifiques (swap de micro-couverture) ou réalisés dans le cadre de la

Sur la liquidité moyen long terme, Crédit Agricole SA facture aux Caisses Régionales le déficit généré au sein du groupe (différentiel entre les avances miroirs et les avances globales).

Un point liquidité est donc réalisé mensuellement par l'unité Finance Contrôle de Gestion et présenté en Comité Financier.

La politique de gestion de la liquidité de la Caisse régionale se concrétise, d'une part, par une politique de collecte clientèle et, d'autre part, par une politique de refinancement auprès de Crédit Agricole S.A. ou en interbancaire, via la mise en place d'un programme d'émission de Titres de Créances Négociables. La Caisse régionale, au-delà de ses ressources clientèle, a la possibilité de se refinancer à taux de marché auprès de Crédit Agricole S.A. sous plusieurs formes : Compte Courant de Trésorerie, Emprunts en blanc (de 1 semaine à 10 ans), Avances Globales (50% des prêts de durée initiale supérieure ou égale à 2 ans).

Les plafonds d'encours du programme d'émission de TCN validé par le Conseil d'Administration du 22 avril 2011 sont 1 000 M€ pour les CDN et 600 M€ pour les BMTN (dont 100 M€ de BMTN subordonnés).

Méthodologie

Le ratio standard de liquidité est calculé mensuellement.

La limite CT est calculée et transmise par Crédit agricole SA semestriellement.

La facturation sur le déficit Epargne/avances est générée par des strates mensuelles au coût de liquidité de marché du spread 5 ans.

Impacts de la crise financière sur la gestion du risque de liquidité

La crise financière a eu pour conséquence la mise en place par CASA d'un système de limites sur la liquidité CT et MLT.

Exposition

Au 30 juin 2011, le ratio standard de liquidité de la Caisse Régionale s'élève à 124 %.

La limite de liquidité CT est de 908 M€ à compter du 1^{er} juillet 2011 (valable sur S2 2011), elle était de 963 M€ au 1^{er} semestre 2011.

gestion du risque de taux d'intérêt global (swap de macro-couverture).

Une documentation macro et micro-couverture est réalisée trimestriellement.

➤ Les risques opérationnels

L'organisation de la gestion des risques opérationnels s'intègre dans l'organisation globale de la ligne métier Risques et Contrôles Permanents du Groupe : le responsable des risques opérationnels de la Caisse régionale est rattaché au RCPR (Responsable des Risques et Contrôles Permanents) de la Caisse régionale.

Le Management du Risque Opérationnel rapporte régulièrement sur son activité et sur le niveau d'exposition au risque dans le cadre d'un Comité Risque Opérationnel réuni trimestriellement dont la Présidence est assurée par le Directeur Général de la Caisse régionale. Le Management du Risque Opérationnel intervient ponctuellement auprès des Comités de Contrôle Interne et de Direction.

L'organe exécutif est par ailleurs informé à minima trimestriellement par un tableau de bord après intégration des dernières collectes des incidents et pertes avérés du risque opérationnel dans le cadre du dispositif de recensement de la Caisse régionale. Le contrôle périodique et les contrôleurs du deuxième degré de deuxième niveau sont destinataires de ces informations.

L'organe délibérant est informé semestriellement sur l'évolution du coût du risque et des événements marquants du dispositif.

Le dispositif de gestion du risque opérationnel couvre intégralement le périmètre opérationnel et fonctionnel de la Caisse régionale. Le GIE Atlantica et les autres filiales sont dotés de leurs propres dispositifs de gestion et de surveillance.

Ce dispositif s'accompagne de manière formelle et conforme à la réglementation de réunions de présentation/sensibilisation à destination des acteurs concernés rappelant les différentes modalités de déclarations des Risques opérationnels et exposant les évolutions réglementaires.

La méthode AMA de calcul des fonds propres au titre du risque opérationnel a pour objectifs principaux :

D'inciter à une meilleure maîtrise du coût du risque opérationnel ainsi qu'à la prévention des risques exceptionnels.

De déterminer le niveau de fonds propres correspondant aux risques mesurés, pouvant se situer en deçà de la méthode standard.

De favoriser l'amélioration de la qualité des contrôles permanents dans le cadre du suivi de plans d'actions.

Les dispositifs Groupe mis en place dans la Caisse régionale visent à respecter l'ensemble des critères qualitatifs (intégration de la mesure des risques dans la gestion quotidienne, indépendance de la fonction risques, déclaration périodique des expositions au risque opérationnel ...) et des critères quantitatifs Bâle II (intervalle de confiance de 99,9% sur une période de un an ; prise en compte des données internes, des données externes, d'analyses de scénarii et de facteurs reflétant l'environnement ; prise en compte des facteurs de risque influençant la distribution statistique, ...).

Le modèle AMA de calcul des fonds propres repose sur un modèle actuariel de type « lost distribution approach » qui est unique au sein du Groupe. L'allocation du capital de la Caisse régionale est prise en charge par celle-ci à partir de principes définis au niveau national.

Les principes qui ont gouverné la conception et la mise au point du modèle sont les suivants :

Intégration dans la politique de risques ;

Pragmatisme, la méthodologie devant s'adapter aux réalités opérationnelles ;

Caractère pédagogique, de manière à favoriser l'appropriation par la direction générale et les métiers ;

Robustesse : capacité du modèle à donner des estimations réalistes et stables d'un exercice à l'autre.

Ce modèle a été régulièrement validé par le Comité des normes et méthodologies du Groupe Crédit Agricole, présidé par le Directeur des Risques et Contrôles Permanents Groupe. L'ensemble de ces données et l'évolution régulière du dispositif sont présentés trimestriellement en Comité de Direction pour analyse et actions correctives éventuelles.

La cartographie des risques opérationnels a été actualisée au cours du premier trimestre 2011 sur la quasi-totalité des processus sur le nouvel applicatif national.

Une nouvelle évaluation des scénarii majeurs vient d'être lancée. Après avoir validé la liste des scénarii retenus pour notre Caisse Régionale, chaque scénario fait l'objet d'une analyse afin de déterminer une estimation chiffrée. Les valeurs ainsi obtenues déterminent notre Exigence en Fonds Propres.

➤ **Les risques de non-conformité**

L'organisation de la gestion des risques de non-conformité s'intègre dans l'organisation globale de la ligne métier Risques et Contrôles Permanents du Groupe : le responsable du contrôle de la conformité de la Caisse régionale est rattaché au RCPR (Responsable des Risques et Contrôles Permanents) de la Caisse régionale.

Le Responsable du contrôle de la conformité rapporte régulièrement sur son activité et sur le niveau d'exposition au risque dans le cadre du Comité de Contrôle Interne.

L'évaluation des risques de non-conformité s'appuie pleinement sur les outils déjà existants en matière de risques opérationnels.

Les outils de cartographie des risques et de collecte des pertes utilisent un référentiel national comportant l'ensemble des types de risques, notamment les risques de non-conformité.

Le choix a été fait d'intégrer la cartographie des

risques de non-conformité dans la cartographie des risques opérationnels.

Dans un premier temps, le Management du Risque Opérationnel coordonne la cotation des risques opérationnels et fait valider la cartographie des risques opérationnels par le management.

Dans une deuxième étape, le Responsable du contrôle de la conformité est responsable de l'appréciation finale des risques de non-conformité.

Pour la cartographie 2010, le Responsable de la conformité a ainsi réexaminé 288 risques de non-conformité sur un ensemble de 2523 risques opérationnels, afin d'en valider la bonne cotation.

Enfin, la cartographie des risques opérationnels et de non-conformité intègre l'évaluation du risque de réputation (impact non financier).

Suite à l'analyse de la cartographie des risques opérationnels et de non-conformité, les processus présentant les niveaux de risques les plus élevés sont sélectionnés pour faire l'objet d'un plan d'actions de diminution ou suppression du risque.

DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE

Le dispositif de contrôle interne est exposé dans le rapport annuel du Président du Conseil d'administration pour 2010 et n'a pas fait l'objet de modification notable en 2011.

Le Rapport Annuel sur le Contrôle Interne relatif à l'exercice 2010 a été présenté au conseil d'administration du 27 mai 2011 et a été transmis aux commissaires aux comptes.

➤ **Le contrôle permanent**

● **Dispositif de contrôle permanent**

Au sein des services et du réseau d'agences, des manuels de procédures décrivent les traitements à réaliser ainsi que les contrôles afférents ; ils portent notamment sur le respect des limites, de la politique risque, des règles de délégation, sur la validation des opérations, leur correct dénouement, le respect de la réglementation spécifique à certains produits, etc.

Le dispositif couvre tous les services. Des contrôles permanents sont réalisés par les unités opérationnelles elles-mêmes. Ces contrôles peuvent être intégrés dans le traitement des opérations (1er degré) ou exercés par des unités ou personnes indépendantes des unités opérationnelles mentionnées ci-avant ou distinctes de celles ayant effectué les contrôles de premier degré (2ème degré).

L'automatisation des reportings de contrôles a été réalisée avec l'intégration d'un nouvel outil groupe de saisie des contrôles permanents : SCOPE (Système de Contrôles Permanents)

Cet outil national a été mis à disposition de la Caisse régionale en septembre 2008 afin de permettre la remontée des contrôles locaux (siège et agences) auprès du contrôle permanent.

Il a été déployé sur la totalité des agences en 2008 et sur les unités du siège début 2009. Dans le cadre de la mise en œuvre des modifications du règlement 97-02 sur le contrôle interne, les unités spécialisées de contrôle permanent de dernier niveau, indépendantes des unités opérationnelles, intervenant sur les principales familles de risques encourus par la Caisse régionale, sont regroupées sous l'autorité du responsable du contrôle permanent. Un responsable du contrôle de la conformité est rattaché à celui-ci.

Les résultats des contrôles sont formalisés par des reportings et les anomalies détectées par ces moyens font l'objet de plans d'actions correctrices gérés également dans l'outil SCOPE.

L'ensemble de ce dispositif fait l'objet d'adaptations régulières du fait des évolutions réglementaires et des risques opérationnels détectés.

• Des dispositifs de contrôles particuliers

Le dispositif de contrôle permanent recouvre également des dispositifs de contrôle particuliers en conformité avec la réglementation bancaire et financière. Il s'agit des domaines suivants :

- les systèmes d'informations, pour lesquels des procédures et contrôles visent à assurer un niveau de sécurité satisfaisant. Une mesure du niveau de sécurité est régulièrement réalisée et les insuffisances relevées font l'objet de plans d'améliorations.

- le déploiement et le test de plans de continuité d'activités intégrant les plans de secours informatiques et les actions menées en lien avec les travaux de « cartographie des risques » dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif « Bâle II ». Un Plan de Repli Utilisateur est opérationnel sur le site de PLOUFRAGAN dans les Côtes d'Armor en coopération avec les 3 autres Caisses régionales bretonnes.

- l'encadrement des prestations de services « essentielles » externalisées, pour lesquelles une actualisation des contrats de sous-traitance et des procédures de contrôle a été mise en œuvre.

- la prévention et le contrôle des risques de non-conformité aux lois, règlements et normes internes relatives notamment aux activités de services d'investissement, à la prévention du blanchiment de capitaux et à la lutte contre le financement du terrorisme. Des moyens spécifiques d'encadrement et de surveillance des opérations sont mis en œuvre : formation du personnel, adoption de règles écrites internes, accomplissement des obligations déclaratives vis-à-vis des autorités de tutelle, plan de mise en conformité de l'ensemble des ouvertures de compte, etc....

- La Directive MIF, intégrée dans nos procédures de commercialisation d'instruments financiers depuis le 1^{er} novembre 2007. De plus, le système informatique a été optimisé afin d'assurer le respect

de la Directive MIF lors de toute ouverture de comptes-titres et lors de l'activité de conseil en investissement sur instruments financiers (blocage informatique en l'absence de renseignement sur la compétence et l'expérience du client). Enfin, un bagage de formation a été présenté à tous les conseillers commerciaux au mois de janvier 2011 afin de rappeler les règles essentielles issues de la directive MIF : elle met notamment l'accent sur l'obligation d'être en adéquation entre le produit vendu et le besoin du client.

- L'outil groupe (Actimize) de détection automatique des opérations suspectes en matière d'abus de marché est en place depuis le 1^{er} octobre 2007 et a été enrichi du suivi des « personnes concernées » au sens de du règlement général AMF.

- Dans le cadre de la Lutte Anti blanchiment, le groupe Crédit Agricole a décidé la mise en conformité de la Banque de détail à la directive européenne du 26 octobre 2005 avec une solution uniforme pour l'ensemble des Caisses régionales, par la mise en place de l'outil NORKOM. Chaque jeune embauché (CDI ou CDD) bénéficie d'une formation « Lutte Anti-Blanchiment » préalablement à son embauche.

- Tous les nouveaux produits sont soumis à avis préalable du Responsable de la Conformité qui centralise par ailleurs les dysfonctionnements significatifs de la Caisse régionale d'Ile-et-Vilaine.

- Ces dispositifs font l'objet d'un suivi renforcé par le Responsable du Contrôle de la Conformité de la Caisse régionale, sous la coordination de la Direction de la Conformité de Crédit Agricole S.A.

- La Caisse régionale dispose d'une structure dédiée aux risques opérationnels (collecte et cartographie). Chaque unité met en place des plans d'action afin de limiter les risques identifiés.

• Dispositif de contrôle interne de l'information comptable et financière

Le dispositif de contrôle de l'information comptable et financière est décrit dans le rapport annuel 2010. Il s'appuie sur un contrôle central de 2^{ème} degré rattaché au contrôle permanent.

➤ Le contrôle périodique

Le service Contrôle Périodique se consacre aux missions de contrôle périodique (3^{ème} degré), en application du règlement 97-02 modifié, et indépendant des unités opérationnelles, intervient dans la Caisse régionale (siège et réseaux) mais aussi sur toute entité relevant de son périmètre de contrôle interne. Les missions d'audit sont réalisées par des équipes dédiées, selon des méthodologies formalisées, conformément à un plan annuel validé par le Comité de Contrôle Interne.

Un comité d'audit et des comptes a été mis en place en 2009 en application de l'ordonnance n°2008-1278 du 8 décembre 2008. Il se réunit 3 fois par an.

Les missions visent à s'assurer du respect des règles externes et internes, de la maîtrise des risques, de la fiabilité et l'exhaustivité des informations et des systèmes de mesure des risques. Elles portent en particulier sur les dispositifs de contrôle permanent et de contrôle de la conformité.

Le plan annuel d'audit s'inscrit dans un cycle pluriannuel, visant à l'audit régulier et selon une périodicité aussi rapprochée que possible, de toutes



les activités et entités du périmètre de contrôle interne.

L'activité du service Contrôle Périodique de la Caisse régionale s'effectue depuis 2006 dans le cadre de l'Animation Audit inspection mise en place par l'Inspection Générale du Groupe (IGL) suite à la demande de la Commission bancaire. De fait, les plans annuels et pluriannuels, comme la cartographie des risques auditable de la Caisse régionale, sont réalisés sur la base de référentiels nationaux et l'audit de la Caisse régionale bénéficie d'outils méthodologiques mis à disposition par IGL (guides d'audit, formations, encadrement de missions transverses). Il développe également ses propres outils (guides et trames d'audit notamment).

Les missions réalisées par le service Contrôle Périodique, ainsi que par l'Inspection Générale groupe de Crédit Agricole S.A. font l'objet d'un dispositif formalisé de suivi. Pour chacune des

recommandations formulées à l'issue de ces missions, ce dispositif permet de s'assurer de l'avancement des actions correctrices programmées, mises en œuvre selon un calendrier précis, en fonction de leur niveau de priorité.

Lors du premier semestre 2011, le Contrôle Périodique de la Caisse Régionale a réalisé l'audit de 6 agences principales et de leurs agences rattachées, d'une agence spécialisée et de 2 pôles professionnels. 1 mission sur unité du siège a également été menée. Le Contrôle Périodique de la Caisse d'Ille-et-Vilaine a également participé en mai et juin à la mission nationale coordonnée par l'IGL sur la réglementation Bâle 2 sur le volet crédit de la banque de détail. Enfin, 1 prestation de service essentiel externalisée (P.S.E.E.) a également été auditée.

EVENEMENTS RECENTS ET PERSPECTIVES

➤ Evènements récents

• Evènements commerciaux

Le 14 juin dernier, le Crédit Agricole a lancé sa nouvelle solution de paiement Kwixo. Cette solution répond à un véritable besoin client. Elle permet notamment au particulier de régler leurs achats en

ligne sur des sites marchands partenaires, de recevoir ou d'envoyer de l'argent à des proches (inscrits ou non à Kwixo). Un nouveau produit qui apporte au client sécurité et simplicité.

• NICE

Les travaux du projet NICE (Système d'Information Unique aux 39 Caisses Régionale du Crédit Agricole) s'accélèrent. La date de la bascule, initialement prévu en octobre 2011, a été repoussée à mai 2012. La bascule approche et la mobilisation des équipes est forte. Une première échéance est

prévue en octobre 2011 avec la bascule anticipée de l'outil HR Access qui pilote la partie RH. Les travaux continuent avec pour objectif de réduire les écarts, de mettre en place les formations sur le poste de travail, sur les nouveaux outils.

Perspectives pour le second semestre

Fin 2011, le Crédit Agricole d'Ille-et-Vilaine présentera son nouveau projet d'entreprise. Conçu sur un mode participatif (550 collaborateurs et 60 administrateurs), ce plan à moyen terme fixera les

grandes orientations stratégiques de la Caisse régionale pour les 4 prochaines années avec comme objectif majeur la satisfaction client.



CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL D'ILLE ET VILAINE

Société coopérative de crédit à capital variable régie par les dispositions du Livre V du Code rural,
au capital social de 92 427 535,50 €.

**Siège social : 4, rue Louis Braille
35136 Saint-Jacques-de-la-Lande
775 590 847 RCS RENNES
NAF 6419 Z**

COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES **AU 30/06/2011**

Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2011
établis conformément aux normes comptables IFRS adoptées par l'Union Européenne

**Examinés par le Conseil d'Administration de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel
d'Ille et Vilaine en date du 22 juillet 2011.**

CADRE GENERAL

Présentation juridique de l'entité

La Caisse Régionale de Crédit Agricole d'Ille-et-Vilaine (Caisse Régionale) est une société coopérative à capital variable régie par le livre V du Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Son siège social est situé 4, rue Louis Braille 35136 Saint-Jacques-de-la-Lande. Elle est inscrite au registre du commerce de Rennes sous le numéro 775 590 847, code NAF 6419 Z.

Sont rattachées à la Caisse Régionale, 46 Caisses Locales qui constituent des unités distinctes avec une vie juridique propre. Les comptes individuels sont représentatifs des comptes de la Caisse Régionale seule, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'entité consolidante, intègrent également les comptes des Caisses Locales.

De part la loi bancaire, la Caisse Régionale est un établissement de crédit avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est soumise à la réglementation bancaire.

La Caisse Régionale fait partie, avec 13 autres Caisses Régionales, des entités ayant émis des Certificats Coopératifs d'Investissements, qui leur permettent d'être cotés sur le marché financier et plus particulièrement au compartiment B d'Euronext Paris.

Crédit Agricole S.A. détient 25% des Certificats Coopératifs d'Associés et des Certificats Coopératifs d'Investissement émis par la Caisse Régionale.

Crédit Agricole S.A. coordonne l'action des Caisses Régionales et exerce, à leur égard, un contrôle administratif, technique et financier et un pouvoir de tutelle conformément au Code Monétaire et Financier. Du fait de son rôle d'Organe Central, confirmé par la loi bancaire, il a en charge de veiller à la cohésion du réseau et à son bon fonctionnement, ainsi qu'au respect, par chaque Caisse Régionale, des normes de gestion. Il garantit leur liquidité et leur solvabilité. Par homothétie, les Caisses Régionales garantissent le passif de Crédit Agricole S.A. à hauteur de leur fonds propres.

La Caisse Régionale fait partie du périmètre de consolidation du Groupe Crédit Agricole.

1. Format de présentation des états financiers

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le Groupe « Crédit Agricole d'Ille et Vilaine » (dénommé Groupe), constitué de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Ille et Vilaine et des 46 Caisses Locales entrant dans le périmètre de consolidation (Groupe), utilise les formats des documents de synthèse (bilan, compte de résultat, état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, tableau de variation des capitaux propres, tableau des flux de trésorerie) préconisés par la recommandation CNC n°2009-R.04 du 2 juillet 2009.

2. Faits caractéristiques du 1^{er} semestre 2011

- **Système d'information unique NICE (Nouvelle Informatique Convergente Evolutive)**

Les travaux de préparation à la migration du projet NICE (Système d'Information Unique aux 39 Caisses Régionales du Crédit Agricole) se poursuivent avec pour objectif de réduire les impacts commerciaux et organisationnels. La bascule de la Caisse Régionale en tant que Caisse pilote est programmée en mai 2012.

- **Elaboration du nouveau Projet d'Entreprise de la Caisse Régionale**

Le nouveau projet d'Entreprise a été lancé en mai 2011 avec la participation d'un grand nombre de collaborateurs et d'élus de la Caisse Régionale. Il fixera pour les 4 prochaines années les grands axes stratégiques de l'Entreprise. Les résultats des travaux engagés seront présentés à l'ensemble des agents de la Caisse Régionale en novembre 2011.

- **Evolution du modèle de calcul de la provision collective Bâle II**

L'Autorité de Contrôle Prudentiel a demandé un retour aux modalités de calibrage des taux de perte sur la Banque de détail qui étaient pratiqués par le Groupe en 2007, impactant sensiblement le niveau de la provision collective Bâle II.

- **Participation de la Caisse régionale d'Ille et Vilaine à l'augmentation de capital de la SAS La Boétie en juillet 2011**

La participation de la Caisse Régionale à l'augmentation de capital de la SAS La Boétie s'élève ainsi à 13,1 millions d'euros. Elle a été concrétisée par la capitalisation de l'avance en compte courant déjà réalisée.

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

3. COMPTE DE RESULTAT

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Intérêts et produits assimilés	3.1	172 964	328 754	161 073
Intérêts et charges assimilées	3.1	-103 499	-202 984	-96 646
Commissions (produits)	3.2	72 591	145 987	74 988
Commissions (charges)	3.2	-14 688	-30 842	-15 850
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3.3	257	733	578
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	3.4	17 808	22 950	20 804
Produits des autres activités	3.5	1 168	4 846	2 592
Charges des autres activités	3.5	-2 321	-5 463	-1 625
PRODUIT NET BANCAIRE		144 280	263 981	145 914
Charges générales d'exploitation	3.6	-65 140	-128 837	-62 979
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	3.7	-3 520	-5 460	-2 500
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		75 620	129 684	80 435
Coût du risque	3.8	-7 203	-22 391	-11 958
RESULTAT D'EXPLOITATION		68 417	107 293	68 477
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		/	/	/
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3.9	12	-96	70
Variations de valeur des écarts d'acquisition	2.2	/	/	/
RESULTAT AVANT IMPOT		68 429	107 197	68 547
Impôts sur les bénéfices	3.10	-17 066	-33 527	-23 472
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		/	/	/
RESULTAT NET		51 363	73 670	45 075
Intérêts minoritaires		/	/	/
RESULTAT NET – PART DU GROUPE		51 363	73 670	45 075



4. RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Résultat net part du groupe		51 363	73 670	45 075
Gains et pertes sur écarts de conversion		/	/	/
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente		-2 205	-5 546	-8 019
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture		/	/	/
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi		/	-554	/
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe, hors entités mises en équivalence		-2 205	-6 100	-8 019
QP gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence		/	/	/
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe	<i>3.11</i>	-2 205	-6 100	-8 019
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du groupe		49 158	67 570	37 056
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part des minoritaires		/	/	/
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux		49 158	67 570	37 056

Les montants sont présentés net d'impôts.



BILAN ACTIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30/06/2011	31/12/2010
Caisse, banques centrales		29 161	26 319
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1	2 575	2 743
Instruments dérivés de couverture		5 633	4 006
Actifs financiers disponibles à la vente	5.2	662 211	703 188
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5.3	609 949	632 867
Prêts et créances sur la clientèle	5.3	7 767 021	7 562 116
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		5 599	12 775
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		23 350	25 728
Actifs d'impôts courants et différés		28 797	43 111
Comptes de régularisation et actifs divers		180 583	150 307
Actifs non courants destinés à être cédés		/	/
Participations dans les entreprises mises en équivalence		/	/
Immeubles de placement	5.7	22 079	22 320
Immobilisations corporelles	5.8	69 450	78 092
Immobilisations incorporelles	5.8	3 563	3 565
Ecarts d'acquisition	2.2	/	/
TOTAL DE L'ACTIF		9 409 971	9 267 137

5. BILAN PASSIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30/06/2011	31/12/2010
Banques centrales			/
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1	930	1 114
Instruments dérivés de couverture		21 044	29 564
Dettes envers les établissements de crédit	5.5	6 296 194	6 001 075
Dettes envers la clientèle	5.5	1 365 433	1 316 946
Dettes représentées par un titre	5.6	337 083	563 401
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		320	629
Passifs d'impôts courants et différés		6 397	17 897
Comptes de régularisation et passifs divers		165 479	154 030
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		/	/
Provisions techniques des contrats d'assurance		/	/
Provisions	5.9	43 943	52 806
Dettes subordonnées	5.6	20 438	20 007
TOTAL DETTES		8 257 261	8 157 469
CAPITAUX PROPRES			
Capitaux propres - part du Groupe		1 152 710	1 109 668
Capital et réserves liées		255 737	249 376
Réserves consolidées		820 918	759 725
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		24 692	26 897
Résultat de l'exercice		51 363	73 670
Intérêts minoritaires		/	/
TOTAL CAPITAUX PROPRES		1 152 710	1 109 668
TOTAL DU PASSIF		9 409 971	9 267 137

6. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital et réserves liées			Réserves consolidées part du Groupe	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat net part du groupe	Total des capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total des capitaux propres consolidés
	Capital	Primes d'émission	Elimination des titres auto détenus						
<i>(en milliers d'Euros)</i>									
Capitaux propres au 1er janvier 2010	138 193	89 372	-919	771 013	32 846	0	1 030 505	0	1 030 505
Augmentation de capital	15 402						15 402		15 402
Variation des titres auto détenus			-16				-16		-16
Dividendes versés au 1er semestre 2010				-11 288			-11 288		-11 288
Dividendes reçus des CR et filiales							0		0
Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires							0		0
Mouvements liés aux paiements en actions							0		0
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	15 402	0	-16	-11 288	0	0	4 098	0	4 098
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	0	0	0	0	-8 019	0	-8 019	0	-8 019
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence							0		0
Résultat du 1er semestre 2010						45 075	45 075		45 075
Autres variations							0		0
Capitaux propres au 30 juin 2010	153 595	89 372	-935	759 725	24 827	45 075	1 071 659	0	1 071 659
Augmentation de capital	7 448						7 448		7 448
Variation des titres auto détenus			-104				-104		-104
Dividendes versés au 2ème semestre 2010							0		0
Dividendes reçus des CR et filiales							0		0
Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires							0		0
Mouvements liés aux paiements en actions							0		0
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	7 448	0	-104	0	0	0	7 344	0	7 344
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	0	0	0	0	2 070	0	2 070	0	2 070
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence							0		0
Résultat du 2ème semestre 2010						28 595	28 595		28 595
Autres variations							0		0
Capitaux propres au 31 décembre 2010	161 043	89 372	-1 039	759 725	26 897	73 670	1 109 668	0	1 109 668
Affectation du résultat 2010					73 670	-73 670	0		0
Capitaux propres au 1er janvier 2011	161 043	89 372	-1 039	833 395	26 897	0	1 109 668	0	1 109 668
Augmentation de capital	6 343						6 343		6 343
Variation des titres auto détenus			18				18		18
Dividendes versés au 1er semestre 2011				-12 477			-12 477		-12 477
Dividendes reçus des CR et filiales							0		0
Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires							0		0
Mouvements liés aux paiements en actions							0		0
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	6 343	0	18	-12 477	0	0	-6 116	0	-6 116
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	0	0	0	0	-2 205	0	-2 205	0	-2 205
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence							0		0
Résultat au 30/06/2011						51 363	51 363		51 363
Autres variations							0		0
Capitaux propres au 30 juin 2011	167 386	89 372	-1 021	820 918	24 692	51 363	1 152 710	0	1 152 710

Les réserves consolidées sont essentiellement constituées des résultats des exercices antérieurs non distribués et de retraitements de consolidation.

Les montants sortis des capitaux propres par transfert en compte de résultat et relatifs à des couvertures de flux de trésorerie sont positionnés en Produit Net Bancaire.

L'augmentation du capital (6 343 milliers d'euros) correspond au montant des souscriptions de parts sociales pour le Groupe sur le 1^{er} semestre 2011.

Les capitaux propres du Groupe s'élèvent à 1 153 millions d'euros. Ils augmentent de 43 millions d'euros depuis la clôture de l'exercice précédent (soit + 4%). Cette hausse s'explique principalement par le résultat net consolidé du Groupe au 30 juin 2011, qui s'élève à 51 millions d'euros.

7. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

(en milliers d'euros)	1er semestre 2011	1er semestre 2010	2010
Résultat avant impôts	68 429	68 547	107 197
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	4 096	2 614	5 726
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	/	/	/
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	5 118	14 105	23 275
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	/	/	/
Résultat net des activités d'investissement	-12	-965	-2 056
Résultat net des activités de financement	431	431	869
Autres mouvements	6 417	-18 818	-302
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	16 050	-2 633	27 512
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	267 682	-33 421	92 740
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-162 484	-211 722	-155 426
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-195 451	189 772	138 601
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-11 306	-43 919	-18 695
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	/	/	/
Impôts versés	-21 621	-21 680	-27 142
Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-123 180	-120 970	30 078
TOTAL Flux net de trésorerie généré par l'activité OPERATIONNELLE (A)	-38 701	-55 056	164 787
Flux liés aux participations	-814	-1 748	-2 757
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-1 864	-12 035	-9 606
TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations d'INVESTISSEMENT (B)	-2 678	-13 783	-12 363
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-6 134	4 114	11 562
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	/	/	-869
TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations de FINANCEMENT (C)	-6 134	4 114	10 693
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)			
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)	-47 513	-64 725	163 117
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	234 821	71 704	71 704
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	26 288	29 364	29 364
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	208 533	42 340	42 340
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	187 308	6 979	234 821
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	29 132	28 602	26 288
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	158 176	-21 623	208 533
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	-47 513	-64 725	163 117

* composé du solde net des postes "Caisses et banques centrales", hors intérêts courus (y compris trésorerie des entités reclassées en activités destinées à être cédées)

** composé du solde des postes "comptes ordinaires débiteurs sains" et "comptes et prêts au jour le jour sains" tels que détaillés en note 5.3 et des postes "comptes ordinaires créditeurs" et "comptes et emprunts au jour le jour" tels que détaillés en note 5.5 (hors intérêts courus et y compris opérations internes au Crédit Agricole)

Flux liés aux participations

Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Au cours du 1^{er} semestre 2011, l'impact net des acquisitions sur la trésorerie du Groupe s'élève à - 814 milliers d'euros portant sur les opérations suivantes :

- Réduction de capital du GIE CA INNOVE à hauteur de 18 milliers d'euros
- Libération de 1 300 666 titres SACAM INTERNATIONAL à hauteur de 832 milliers d'euros

Flux provenant ou à destination des actionnaires

Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires s'élève, au cours du 1^{er} semestre 2011, à - 6 134 milliers d'euros portant sur :

- le paiement des dividendes versés aux porteurs de Certificats Coopératifs d'Investissements et Certificats Coopératifs d'Associés à hauteur de 9 219 milliers d'euros.



- le paiement des intérêts aux porteurs de parts sociales à hauteur de 3 258 milliers d'euros.
- les souscriptions de parts sociales pour un montant de 6 343 milliers d'euros.

Hausse de la trésorerie liée aux éléments suivants : + 497 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011

- Progression des emprunts en blanc de 291 millions d'euros.
- Cession du titre de placement Portfolio Monétaire pour 35 millions d'euros.
- Forte hausse des dépôts à terme (DAT) pour 114 millions d'euros notamment grâce à la mise en place de nouveaux placements.
- Progression de l'encours des avances « miroir » (+ 31 millions d'euros) et de l'encours des avances globales (+ 26 millions d'euros).

Baisse de la trésorerie liée aux éléments suivants : - 588 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011

- Progression de notre encours crédit à l'habitat (+ 90 millions d'euros) et de notre encours crédit à l'équipement (+ 13 millions d'euros).
- Progression des prêts octroyés à la clientèle financière (+ 10 millions d'euros) et autres crédits à la clientèle (+ 75 millions d'euros).
- Baisse des encours de DAV créditeurs ordinaires de la clientèle pour 63 millions d'euros.
- Baisse des encours des CAT Carrés bleus pour 3 millions d'euros.
- Versement de l'avance en comptes courant à la SAS Rue La Boétie pour 13 millions d'euros.
- Diminution de l'encours des avances traditionnelles de 54 millions d'euros.
- Progression des placements en blanc de 31 millions d'euros.
- Diminution de 236 millions d'euros de l'encours des CDN interbancaires en raison de la difficulté à se refinancer sur le marché au prix recommandé par le Groupe.



NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES

1. Principes et Méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisées

Les comptes consolidés intermédiaires résumés du Groupe au 30 juin 2011 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de l'information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliqués à un rapport financier intermédiaire.

Les normes et interprétations utilisées pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées par le groupe Crédit Agricole pour l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2010 établis, en application du règlement CE n° 1606/2002, conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite « carve out »), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Par rapport aux états financiers présentés au 30 juin 2010, le Groupe enregistre dorénavant les écarts actuariels relatifs aux régimes à prestations définies postérieurs à l'emploi dans les autres éléments du résultat global. Il s'agit d'un changement d'option comptable dans le cadre de la mise en œuvre de la norme IAS19 qui a été appliqué pour la première fois dans les états financiers établis au 31 décembre 2010.

Ce changement de méthode comptable n'a pas eu d'impact significatif sur la présentation des états financiers en 2010. En conséquence, l'impact sur les états financiers intermédiaires établis au 30 juin 2010 ne fait pas l'objet d'une communication spécifique.

Ces normes et interprétations ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2011 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2011. Celles-ci portent sur :



Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du
Amendement de la norme IAS 32, relatif au classement des émissions de droits de souscription d'actions.	23 décembre 2009 (UE n° 1293/2009)	1 ^{er} janvier 2011
Amendement des normes IFRS 1, relatif à des exemptions de fournir des informations comparatives sur les instruments financiers pour les premiers adoptants.	30 juin 2010 (UE n° 574/2010)	1 ^{er} janvier 2011
Amendement de la norme IAS 24, relatif à l'information au titre des parties liées sous forme d'organisme d'Etat.	19 juillet 2010 (UE 632/2010)	1 ^{er} janvier 2011
Amendement de l'interprétation IFRIC 14, relatif à la reconnaissance des actifs de régimes à prestations définies.	19 juillet 2010 (UE 633/2010)	1 ^{er} janvier 2011
Interprétation d'IFRIC 19, relative à l'extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres. Cet amendement sera appliqué pour la première fois au 1 ^{er} janvier 2011	23 juillet 2010 (UE n° 662/2010)	1 ^{er} janvier 2011
Amendements portant améliorations annuelles (2008-2010) modifiant les normes et interprétations suivantes : IFRS 1, IFRS 3, IFRS 7, IAS 1, IAS 27, IAS 34, IFRIC13	18 février 2011 UE n° 149/2011	1 ^{er} janvier 2011

- L'application de ces nouvelles dispositions n'a pas eu d'impact significatif sur la période.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2011.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2010 du Groupe et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances du Groupe sont reproduites dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les participations non consolidées, les régimes de retraites et autres avantages sociaux futurs, les dépréciations durables de titres disponibles à la vente et détenus à maturité, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

2. Périmètre de consolidation – parties liées

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 30 juin 2011 est présenté de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 10.

2.1. Principales opérations externes réalisées au cours du semestre

Il n'y a eu aucune opération externe réalisée au cours du 1^{er} semestre 2011.

2.2. Les écarts d'acquisition

Le Groupe n'a réalisé aucune opération, au cours du 1^{er} semestre 2011, générant des écarts d'acquisition.

2.3. Parties liées

- Les parties liées à la Caisse Régionale sont : des entités ayant le contrôle exclusif au conjoint de la Caisse Régionale, ou ayant une influence notable sur la Caisse Régionale, directement ou indirectement ;
- des entités contrôlées par la Caisse Régionale, directement ou indirectement, en contrôle exclusif ou conjoint ;
- des entités soumises à l'influence notable de la Caisse Régionale ;
- des entités soumises directement ou indirectement, à un contrôle commun avec la Caisse Régionale ;
- des entités sur lesquelles une personne physique, partie liée à la Caisse Régionale, détient le contrôle exclusif ou conjoint, une influence notable, ou encore détient un droit de vote significatif ;
- les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi bénéficiant au personnel de la Caisse Régionale ou à celui d'une de ses parties liées.

Pour la détermination d'une relation entre parties liées, il faut tenir compte de toute situation ayant existé au cours de l'exercice, même si elle ne s'applique plus à la date de clôture.

La Caisse Régionale détient pour 11 786 milliers d'euros d'obligations et autres titres à revenu fixe émis par Crédit Agricole S.A.

Les Caisses Locales détiennent 3 267 818 parts sociales dans la Caisse Régionale pour un montant de 49 816 milliers d'euros.

Les Caisses Locales détiennent également des comptes courants bloqués dans la Caisse Régionale pour un montant de 22 663 milliers d'euros, soit une augmentation de 8 350 milliers d'euros sur le 1^{er} semestre 2011.

3. Notes relatives au compte de résultat

3.1. Produits et Charges d'intérêts

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Sur opérations avec les établissements de crédit	2 435	3 930	1 586
Sur opérations internes au Crédit Agricole	9 590	16 209	8 112
Sur opérations avec la clientèle	150 256	296 644	146 922
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	81	206	114
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	422	960	488
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	10 180	10 805	3 851
Sur opérations de location-financement	/	/	/
Autres intérêts et produits assimilés	/	/	/
Produits d'intérêts (1) (2)	172 964	328 754	161 073
Sur opérations avec les établissements de crédit	-2 146	-3 494	-1 551
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-73 432	-147 320	-71 919
Sur opérations avec la clientèle	-4 099	-14 837	-6 854
Sur dettes représentées par un titre	-5 093	-9 381	-4 104
Sur dettes subordonnées	-431	-869	-431
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-18 297	-27 065	-11 772
Sur opérations de location-financement	/	/	/
Autres intérêts et charges assimilés	-1	-18	-15
Charges d'intérêts	-103 499	-202 984	-96 646

(1) dont 2 819 milliers d'euros sur créances dépréciées individuellement au 30 juin 2011 contre 6 008 milliers d'euros au 31 décembre 2010 et 3 175 milliers d'euros au 30 juin 2010

(2) dont 4 982 milliers d'euros au 30 juin 2011 correspondant à des bonifications reçues de l'Etat, contre 9 393 milliers d'euros au 31 décembre 2010 et 4 619 milliers d'euros au 30 juin 2010

3.2. Commissions nettes

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011			31/12/2010			30/06/2010		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	1 380	-9	1 371	173	-34	139	43	-13	30
Sur opérations internes au Crédit Agricole	12 663	-9 959	2 704	30 225	-21 515	8 710	16 318	-11 207	5 111
Sur opérations avec la clientèle	16 819	-655	16 164	32 741	-1 210	31 531	16 780	-647	16 133
Sur opérations sur titres	/	/	0	/	/	0	/	/	0
Sur opérations de change	42	/	42	121	/	121	67	/	67
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	2 388	-540	1 848	4 178	-1 230	2 948	2 839	-715	2 124
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	38 219	-3 500	34 719	76 128	-6 818	69 310	37 806	-3 249	34 557
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	1 080	-25	1 055	2 421	-35	2 386	1 135	-19	1 116
Produits nets des commissions	72 591	-14 688	57 903	145 987	-30 842	115 145	74 988	-15 850	59 138

3.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Dividendes reçus	/	/	/
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature	114	432	467
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par option	6	23	-21
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	137	278	132
Résultat de la comptabilité de couverture	/	/	/
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	257	733	578

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	30/06/2011		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur	851	851	0
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	324	527	-203
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	527	324	203
Couvertures de flux de trésorerie	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	/	/	0
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	/	/	0
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	36 545	36 545	0
Variations de juste valeur des éléments couverts	14 839	21 706	-6 867
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	21 706	14 839	6 867
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	0	0	0
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	/	/	0
Total résultat de la comptabilité de couverture	37 396	37 396	0

(en milliers d'euros)	31/12/2010		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur	0	0	0
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	/	/	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	/	/	0
Couvertures de flux de trésorerie	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	/	/	0
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	/	/	0
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	7 806	7 806	0
Variations de juste valeur des éléments couverts	5 115	2 691	2 424
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	2 691	5 115	-2 424
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	0	0	0
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	/	/	0
Total résultat de la comptabilité de couverture	7 806	7 806	0

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2010		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur	167	167	0
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	167	/	167
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	/	167	-167
Couvertures de flux de trésorerie	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	/	/	0
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	/	/	0
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	15 704	15 704	0
Variations de juste valeur des éléments couverts	15 704	/	15 704
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	/	15 704	-15 704
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	0	0	0
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	/	/	0
Total résultat de la comptabilité de couverture	15 871	15 871	0

3.4. Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Dividendes reçus	14 009	15 132	14 575
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente *	3 799	7 818	6 229
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres de capitaux propres)	/	/	/
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances	/	/	/
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	17 808	22 950	20 804

* hors résultat de cession sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement mentionnés en note 3.8

3.5. Produits et charges nets des autres activités

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation	372	521	265
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance	/	/	/
Autres produits nets de l'activité d'assurance	/	/	/
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance	/	/	/
Produits nets des immeubles de placement	-576	-266	-114
Autres produits (charges) nets	-949	-872	816
Produits (charges) des autres activités	-1 153	-617	967

3.6. Charges générales d'exploitation

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Charges de personnel	39 465	77 741	39 143
Impôts et taxes	2 646	5 490	1 892
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	23 029	45 606	21 944
Charges d'exploitation	65 140	128 837	62 979

Détail des charges de personnel

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Salaires et traitements	21 713	42 388	21 294
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	2 083	4 452	2 052
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	/	1 435	/
Autres charges sociales	7 974	15 255	7 962
Intéressement et participation	5 151	7 821	5 027
Impôts et taxes sur rémunération	2 544	6 390	2 808
Total charges de personnel	39 465	77 741	39 143

3.7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Dotations aux amortissements	3 520	5 520	2 500
- immobilisations corporelles	3 518	5 517	2 493
- immobilisations incorporelles	2	3	7
Dotations aux dépréciations	0	-60	0
- immobilisations corporelles	/	/	/
- immobilisations incorporelles	/	-60	/
Total	3 520	5 460	2 500

3.8. Coût du risque

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Dotations aux provisions et aux dépréciations	-49 666	-156 384	-77 971
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	/	/	/
Prêts et créances	-46 827	-145 310	-76 017
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	/	/	/
Autres actifs	-10	-66	-40
Engagements par signature	-2 715	-549	-460
Risques et charges	-114	-10 459	-1 454
Reprises de provisions et de dépréciations	42 411	130 737	62 175
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	/	/	/
Prêts et créances	40 420	126 092	60 763
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	/	/	/
Autres actifs	/	51	7
Engagements par signature	1 250	496	200
Risques et charges	741	4 098	1 205
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	-7 255	-25 647	-15 796
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement	/	/	/
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-101	-859	-67
Récupérations sur prêts et créances amortis	175	4 275	4 029
Décotes sur crédits restructurés	-22	-153	-119
Pertes sur engagements par signature	/	/	/
Autres pertes	/	-7	-5
Coût du risque	-7 203	-22 391	-11 958



En 2010, le montant des pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés inscrit était bien couvert par des dépréciations contrairement à ce qui est indiqué dans le tableau.

3.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	12	-96	70
Plus-values de cession	12	152	75
Moins-values de cession	/	-248	-5
Titres de capitaux propres consolidés	0	0	0
Plus-values de cession	/	/	/
Moins-values de cession	/	/	/
Produits (charges) nets sur opérations de regroupement	0	0	0
Gains ou pertes sur autres actifs	12	-96	70

3.10. Impôts

Charge d'impôt :

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Charge d'impôt courant	21 012	35 977	22 400
Charge d'impôt différé	-3 946	-2 450	1 072
Charge d'impôt de la période	17 066	33 527	23 472

Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

Au 30/06/2011

	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des sociétés mises en équivalence	68 429	34,43%	23 560
Effet des différences permanentes			-5 416
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			
Effet de l'imposition à taux réduit			60
Effet des autres éléments			-1 138
Taux et charge effectif d'impôt		24,94%	17 066

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 30 juin 2011.



Au 31/12/2010

	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des sociétés mises en équivalence	107 197	34,43%	36 908
Effet des différences permanentes			-1 029
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			/
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			/
Effet de l'imposition à taux réduit			-1 820
Effet des autres éléments			-532
Taux et charge effectif d'impôt		31,28%	33 527

Au 30/06/2010

	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des sociétés mises en équivalence	68 547	34,43%	23 601
Effet des différences permanentes			-5 009
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			/
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			/
Effet de l'imposition à taux réduit			-618
Effet des autres éléments			5 498
Taux et charge effectif d'impôt		34,24%	23 472

3.11. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période, net d'impôts.

	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Total des gains / pertes comptabilisés directement en capitaux propres hors QP des entités mises en équivalence	Quote part des gains/pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence
	Liés aux écarts de conversion	Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente (1)	Variation de juste valeur des dérivés de couverture	Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi		
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Variation de juste valeur	/	-3 642	/	/	-3 642	
Transfert en compte de résultat	/	-4 377	/	/	-4 377	
Variation de l'écart de conversion	/	/	/	/	0	
Variation des gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	/	/	/	/	0	
Quote part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence						
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2010 (part du Groupe)	0	-8 019	0	0	-8 019	0
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2010 (part minoritaire)	/	/	/	/	0	/
Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2010 (1)	0	-8 019	0	0	-8 019	0
Variation de juste valeur	/	284	/	/	284	
Transfert en compte de résultat	/	-5 830	/	/	-5 830	
Variation de l'écart de conversion	/	/	/	/	0	
Variation des gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	/	/	/	-554	-554	
Quote part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence						
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2010 (part du Groupe)	0	-5 546	0	-554	-6 100	0
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2010 (part minoritaire)	/	/	/	/	0	/
Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2010 (1)	0	-5 546	0	-554	-6 100	0
Variation de juste valeur	/	286	/	/	286	
Transfert en compte de résultat	/	-2 491	/	/	-2 491	
Variation de l'écart de conversion	/	/	/	/	0	
Variation des gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	/	/	/	/	0	
Quote part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence						
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2011 (part du Groupe)	0	-2 205	0	0	-2 205	0
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2011 (part minoritaire)	/	/	/	/	0	/
Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2011 (1)	0	-2 205	0	0	-2 205	0

(1) les données "total des gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs disponibles à la vente" se décomposent comme suit :

	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Montant brut	-2 960	-6 544	-10 380
Impôt	755	998	2 361
Total net	-2 205	-5 546	-8 019



4. Informations sectorielles

Information par secteur opérationnel

Le Groupe exerce l'essentiel de son activité en France, dans un seul secteur d'activité et dans la banque de proximité. Cela ne justifie donc pas la production de tableaux détaillés par métier, par pôles d'activités et par zones géographiques.

5. Notes relatives au bilan

5.1. Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	2 575	2 743
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	/	/
Valeur au bilan	2 575	2 743
<i>Dont Titres prêtés</i>	/	/

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Créances sur les établissements de crédit	/	/
Créances sur la clientèle	/	/
Titres reçus en pension livrée	/	/
Titres détenus à des fins de transaction	539	529
- Effets publics et valeurs assimilées	/	/
- Obligations et autres titres à revenu fixe	/	/
- Actions et autres titres à revenu variable	539	529
Instruments dérivés	2 036	2 214
Valeur au bilan	2 575	2 743

Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Le Groupe n'a pas d'actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	930	1 114
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	/	/
Valeur au bilan	930	1 114

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010
Titres vendus à découvert	/	/
Dettes représentées par un titre	/	/
Titres donnés en pension livrée	/	/
Dettes envers la clientèle	/	/
Dettes envers les établissements de crédit	/	/
Instruments dérivés	930	1 114
Valeur au bilan	930	1 114

Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Le Groupe n'a pas de passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option.

5.2. Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011			31/12/2010		
	Juste valeur	Gains comptabilisés directement en capitaux propres	Pertes comptabilisées directement en capitaux propres	Juste valeur	Gains comptabilisés directement en capitaux propres	Pertes comptabilisées directement en capitaux propres
Effets publics et valeurs assimilées	/	/	/	/	/	/
Obligations et autres titres à revenu fixe	146 461	12 094	/	184 240	14 570	1
Actions et autres titres à revenu variable	85 386	16 010	137	88 311	15 678	104
Titres de participation non consolidés	430 364	12 285	5 165	430 637	12 665	4 761
Total des titres disponibles à la vente	662 211	40 389	5 302	703 188	42 913	4 866
Créances disponibles à la vente	/	/	/	/	/	/
Total des créances disponibles à la vente	/	/	/	/	/	/
Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente (1)	662 211	40 389	5 302	703 188	42 913	4 866
Impôts	/	-9 888	-47	/	-10 632	-36
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs financiers disponibles à la vente (net d'IS)		30 501	5 255		32 281	4 830

(1) dont - 1 020 M€ comptabilisés au titre de la dépréciation durable sur titres et créances au 30/06/2011, contre - 1 081 M€ au 31/12/2010.



5.3. Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

Prêts et créances sur les établissements de crédit

	30/06/2011	31/12/2010
<i>(en milliers d'euros)</i>		
Etablissements de crédit		
Comptes et prêts	5 159	5 672
dont comptes ordinaires débiteurs sains	4 572	5 672
dont comptes et prêts au jour le jour sains	/	/
Valeurs reçues en pension	/	/
Titres reçus en pension livrée	/	/
Prêts subordonnés	/	/
Titres non cotés sur un marché actif	/	/
Autres prêts et créances	/	/
Total	5 159	5 672
Créances rattachées	4	1
Dépréciations	/	/
Valeur nette	5 163	5 673
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires	153 604	203 391
Comptes et avances à terme	413 250	385 761
Titres non cotés sur un marché actif	/	/
Prêts subordonnés	28 300	28 300
Total	595 154	617 452
Créances rattachées	9 632	9 742
Dépréciations	/	/
Valeur nette	604 786	627 194
Valeur au bilan	609 949	632 867

Prêts et créances sur la clientèle

	30/06/2011	31/12/2010
<i>(en milliers d'euros)</i>		
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	14 464	13 147
Autres concours à la clientèle	7 754 332	7 565 712
Titres reçus en pension livrée	/	/
Prêts subordonnés	41 000	41 000
Titres non cotés sur un marché actif	3 582	3 581
Créances nées d'opérations d'assurance directe	/	/
Créances nées d'opérations de réassurance	/	/
Avances en comptes courants d'associés	80 624	66 985
Comptes ordinaires débiteurs	54 743	53 435
Total	7 948 745	7 743 860
Créances rattachées	36 248	33 922
Dépréciations	217 972	215 666
Valeur nette	7 767 021	7 562 116
Opérations de location-financement		
Location-financement immobilier	/	/
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées	/	/
Total	0	0
Créances rattachées	/	/
Dépréciations	/	/
Valeur nette	0	0
Valeur au bilan	7 767 021	7 562 116

Créances apportées en garantie :

Au cours du 1^{er} semestre 2011, le Groupe a apporté 1 940 323 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 1 719 429 milliers d'euros en 2010. Le Groupe conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, le Groupe a apporté :

- 781 874 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 824 329 milliers d'euros en 2010 ;
- 320 459 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du dispositif SFEF (Société de Financement de l'Economie Française), contre 385 781 milliers d'euros en 2010 ;
- 250 874 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 303 195 milliers d'euros en 2010 ;
- 587 116 milliers d'euros de créances au titre des Covered Bonds, contre 206 124 milliers d'euros en 2010.

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique

	30/06/2011				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Administrations centrales	3 750	/	/	/	3 750
Banques centrales	/	/	/	/	0
Etablissements de crédit	600 313	/	/	/	600 313
Institutions non établissements de crédit	764 877	3 310	1 581	/	763 296
Grandes entreprises	1 384 955	70 561	52 418	8 600	1 323 937
Clientèle de détail	5 795 163	116 024	79 854	67 667	5 647 642
Total *	8 549 058	189 895	133 853	76 267	8 338 938
Créances rattachées nettes					38 032
Valeurs au bilan					8 376 970

* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 11 677 milliers d'euros

* Dont opérations internes pour 600 313 milliers d'euros

	31/12/2010				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Administrations centrales	3 767	/	/	/	3 767
Banques centrales	/	/	/	/	0
Etablissements de crédit	623 124	/	/	/	623 124
Institutions non établissements de crédit	690 555	657	451	/	690 104
Grandes entreprises	1 357 084	72 522	51 130	7 884	1 298 070
Clientèle de détail	5 692 454	112 495	88 205	60 114	5 544 135
Total *	8 366 984	185 674	139 786	67 998	8 159 200
Créances rattachées nettes					35 783
Valeurs au bilan					8 194 983

* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 13 313 milliers d'euros

* Dont opérations internes pour 623 124 milliers d'euros

5.4. Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2010	Variation de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2011
Créances sur les établissements de crédit	0	/	/	/	/	/	0
Créances sur la clientèle	215 666	/	48 226	-45 920	/	/	217 972
dont dépréciations collectives	67 998	/	9 635	-1 366	/	/	76 267
Opérations de location financement	0	/	/	/	/	/	0
Titres détenus jusqu'à l'échéance	0	/	/	/	/	/	0
Actifs financiers disponibles à la vente	1 081	/	/	-61	/	/	1 020
Autres actifs financiers	82	/	10	/	/	/	92
Total des dépréciations d'actifs financiers	216 829	0	48 236	-45 981	0	0	219 084

5.5. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Dettes envers les établissements de crédit

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010
Etablissements de crédit		
Comptes et emprunts	1 319	1 397
dont comptes ordinaires créditeurs	/	/
dont comptes et emprunts au jour le jour	/	/
Valeurs données en pension	/	/
Titres donnés en pension livrée	/	/
Sous-total	1 319	1 397
Dettes rattachées	81	70
Total	1 400	1 467
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs	/	530
Comptes et avances à terme	6 261 417	5 966 013
Sous-total	6 261 417	5 966 543
Dettes rattachées	33 377	33 065
Total	6 294 794	5 999 608
Valeur au bilan	6 296 194	6 001 075



Dettes envers la clientèle

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010
Comptes ordinaires créditeurs	1 137 572	1 201 155
Comptes d'épargne à régime spécial	31 381	29 352
Autres dettes envers la clientèle	187 955	76 878
Titres donnés en pension livrée	/	/
Dettes nées d'opérations d'assurance directe	/	/
Dettes nées d'opérations de réassurance	/	/
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et récessionnaires en représentation d'engagements techniques	/	/
Total	1 356 908	1 307 385
Dettes rattachées	8 525	9 561
Valeur au bilan	1 365 433	1 316 946

5.6. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse	8 347	552
Titres du marché interbancaire	/	/
Titres de créances négociables	323 794	559 324
Emprunts obligataires	/	/
Autres dettes représentées par un titre	/	/
Total	332 141	559 876
Dettes rattachées	4 942	3 525
Valeur au bilan	337 083	563 401
Dettes subordonnées		
Dettes subordonnées à durée déterminée	20 000	20 000
Dettes subordonnées à durée indéterminée	/	/
Dépôt de garantie à caractère mutuel	/	/
Titres et emprunts participatifs	/	/
Total	20 000	20 000
Dettes rattachées	438	7
Valeur au bilan	20 438	20 007

Le Groupe n'a pas émis de dettes subordonnées au cours du 1^{er} semestre 2011.

5.7. Immeubles de placement

(en milliers d'euros)	31/12/2010	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 30/06/2011
Valeur brute	24 138	/	504	-320	/	/	24 322
Amortissements et dépréciations	-1 818	/	-576	151	/	/	-2 243
Valeur au bilan	22 320	0	-72	-169	0	0	22 079

Y compris Immeubles de placement donnés en location simple

La valeur de marché des immeubles de placements comptabilisés au coût amorti, établie « à dire d'expert », s'élève à 22 080 milliers d'euros au 30 juin 2010 contre 22 320 milliers d'euros au 31 décembre 2010.

5.8. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

(en milliers d'euros)	31/12/2010	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 30/06/2011
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	158 136	/	1 878	-7 078	/	/	152 936
Amortissements & Dépréciations (1)	-80 044	/	-3 518	76	/	/	-83 486
Valeur au bilan	78 092	0	-1 640	-7 002	0	0	69 450
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	14 381	/	/	/	/	/	14 381
Amortissements & Dépréciations	-10 816	/	-2	/	/	/	-10 818
Valeur au bilan	3 565	0	-2	0	0	0	3 563

(1) Y compris amortissements sur immobilisations donnés en location simple

5.9. Provisions

(en milliers d'euros)	31/12/2010	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2011
Risques sur les produits épargne logement	14 058	/	110	/	-2 020	/	/	12 148
Risques d'exécution des engagements par signature	5 249	/	2 715	/	-1 250	/	/	6 714
Risques opérationnels	11 970	/	253	-111	-120	/	/	11 992
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	1 277	/	600	-38	-26	/	/	1 813
Litiges divers	17 556	/	97	-9 105	-711	/	/	7 837
Participations	104	/	10	/	-104	/	/	10
Restructurations	0	/	/	/	/	/	/	0
Autres risques	2 592	/	1 068	-182	-49	/	/	3 429
Total	52 806	0	4 853	-9 436	-4 280	0	0	43 943

Litiges divers

Reprise totale de la provision pour impôts constituée en 2010 suite au règlement des sommes dues dans le cadre du contrôle fiscal qui a eu lieu en 2010 (9 170 milliers d'euros).

Autres risques

Constitution d'une provision de 572 milliers d'euros au titre de la taxe sur risque systémique et comptabilisation d'un complément de provision de 280 milliers d'euros au titre des intérêts sur dépôts à terme (DAT) à taux progressif.

Provision épargne-logement :

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2011	31/12/2010
Plans d'épargne-logement :		
Ancienneté de moins de 4 ans	/	/
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 108 830	1 052 520
Ancienneté de plus de 10 ans	350 090	367 930
Total plans d'épargne-logement	1 458 920	1 420 450
Total comptes épargne-logement	420 390	421 720
Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement	1 879 310	1 842 170

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007

Les encours de collecte sont des encours sur base d'inventaire à fin mai 2011 pour les données au 30 juin 2011 et à fin novembre 2010 pour les données au 31 décembre 2010, et hors prime d'état

Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2011	31/12/2010
Plans d'épargne-logement :	20 548	23 660
Comptes épargne-logement :	135 820	144 640
Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement	156 368	168 300

Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2011	31/12/2010
Plans d'épargne-logement :		
Ancienneté de moins de 4 ans	/	/
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	3 423	4 713
Ancienneté de plus de 10 ans	5 891	6 537
Total plans d'épargne-logement	9 314	11 250
Total comptes épargne-logement	2 832	2 808
Total provision au titre des contrats épargne-logement	12 147	14 058

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007

5.10. Capitaux propres

➤ Composition du capital au 30 juin 2011

Au 30 juin 2011, la répartition du capital et des droits de vote était la suivante :

Répartition du capital de la Caisse régionale	Nombre de titres au 01/01/2011	Nombre de titres émis	Nombre de titres remboursés	Nombre de titres au 30/06/2011	% du capital	% des droits de vote
Certificats Coopératifs d'investissements (CCI)	2 277 243	739	739	2 277 243	37,57%	37,57%
Dont part du Public	1 257 594	739	/	1 258 333	20,76%	20,76%
Dont part Crédit Agricole S.A.	999 476	/	/	999 476	16,49%	16,49%
Dont part Auto-détenue	20 173	/	739	19 434	0,32%	0,32%
Certificats Coopératifs d'associés (CCA)	515 730	0	0	515 730	8,51%	8,51%
Dont part du Public	0	/	/	0	0,00%	0,00%
Dont part Crédit Agricole S.A.	515 730	/	/	515 730	8,51%	8,51%
Parts sociales	3 267 849	0	0	3 267 849	53,92%	53,92%
Dont 46 Caisses Locales	3 267 818	/	/	3 267 818	53,92%	53,92%
Dont 15 administrateurs de la CR	30	/	/	30	0,00%	0,00%
Dont Crédit Agricole S.A.	1	/	/	1	0,00%	0,00%
TOTAL	6 060 822	739	739	6 060 822	100,00%	100,00%

La valeur nominale des titres est de 15,25 euros et le montant total du capital est 92 428 milliers d'euros. Ces actions sont entièrement libérées.

A la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre actionnaire détenant directement, indirectement ou de concert, 5% ou plus du capital ou des droits de vote.

➤ Dividendes

Au titre de l'exercice 2010, l'Assemblée générale de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel d'Ille et Vilaine a approuvé le versement d'un dividende net par part sociale de 3,30 euros.

Dividendes

Année de rattachement du dividende	CCI	CCA	Parts sociales versées par les Caisses locales	Sous total (1)	Parts Sociales (2)	Total
	Montant Net	Montant Net	Montant Net	Montant Net	Montant Net	Montant Net
2007	6 923	1 568	2 797	11 288	2 093	13 381
2008	6 649	1 506	2 614	10 769	2 093	12 862
2009	6 968	1 578	2 742	11 288	1 939	13 227
2010	7 515	1 704	3 258	12 477	1 679	14 156

(En milliers d'euros)

(1) Le montant net correspond au résultat distribué :

- Par la Caisse Régionale d'Ille et Vilaine aux porteurs de CCI (le public et Crédit Agricole S.A.)
- Par la Caisse Régionale d'Ille et Vilaine aux porteurs de CCA (Crédit Agricole S.A.)
- Par les Caisses Locales à ses sociétaires

(2) Le montant net correspond aux dividendes versés par la Caisse Régionale d'Ille et Vilaine aux Caisses Locales.

Dividendes payés au cours de l'exercice

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 12 477 milliers d'euros.

6. Engagements de financement et de garantie

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010
Engagements donnés		
Engagements de financement	1 386 826	1 469 365
. Engagements en faveur d'établissements de crédit	0	0
. Engagements en faveur de la clientèle	1 386 826	1 469 365
Ouverture de crédits confirmés	892 994	980 158
- Ouverture de crédits documentaires	6 825	6 723
- Autres ouvertures de crédits confirmés	886 169	973 435
Autres engagements en faveur de la clientèle	493 832	489 207
Engagements de garantie	419 193	380 569
. Engagements d'ordre d'établissement de crédit	0	0
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires	/	/
Autres garanties	/	/
. Engagements d'ordre de la clientèle	419 193	380 569
Cautions immobilières	141 857	136 572
Garanties financières	12 802	16 040
Autres garanties d'ordre de la clientèle	264 534	227 957
Engagements reçus		
Engagements de financement	531 455	391 249
. Engagements reçus d'établissements de crédit	531 455	391 249
. Engagements reçus de la clientèle	0	0
Engagements de garantie	2 162 394	2 045 714
. Engagements reçus d'établissements de crédit	147 149	141 531
. Engagements reçus de la clientèle	2 015 245	1 904 183
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	433 911	436 148
Autres garanties reçues	1 581 334	1 468 035

7. Reclassements d'instruments financiers

Conformément à l'amendement de la norme IAS 39 publié et adopté par l'Union Européenne en octobre 2008, il est désormais autorisé d'opérer les reclassements suivants :

- des catégories « actifs financiers détenus à des fins de transaction » et « actifs financiers disponibles à la vente » vers la catégorie « prêts et créances », si l'entité a désormais l'intention et la capacité de conserver l'actif financier concerné dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance et si les critères d'éligibilité à cette catégorie sont respectés (notamment actif financier non coté sur un marché actif) ;
- dans le cas de circonstances rares et documentées, de la catégorie « actifs financiers détenus à des fins de transaction » vers les catégories « actifs financiers disponibles à la vente » ou « actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance », si les critères d'éligibilité sont respectés.

Au cours du 1^{er} semestre 2011, la Caisse Régionale d'Ille et Vilaine n'a pas reclassé d'actifs financiers en application de cet amendement.

8. Juste valeur des instruments financiers

8.1. Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût

	30/06/2011		31/12/2010	
	Valeur au bilan	Valeur de marché estimée	Valeur au bilan	Valeur de marché estimée
<i>(en millions d'euros)</i>				
ACTIFS				
Prêts et créances sur les établissements de crédit	609 949	610 882	632 867	633 658
Prêts et créances sur la clientèle	7 767 021	7 824 227	7 562 116	7 602 178
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	23 350	23 357	25 728	25 907
PASSIFS				
Dettes envers les établissements de crédits	6 296 194	6 406 356	6 001 075	6 138 181
Dettes envers la clientèle	1 365 433	1 365 433	1 316 946	1 316 946
Dettes représentées par un titre	337 083	338 099	563 401	566 113
Dettes subordonnées	20 438	20 438	20 007	20 007

8.2. Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

- Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Actifs financiers valorisés à la juste valeur

Les montants présentés sont y compris créances rattachées et nets de dépréciation

	Total 30/06/2011	prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques :			Total 31/12/2010	prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques :		
		Niveau 1	valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3		Niveau 1	valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	2 575	0	2 575	0	2 743	0	2 743	0
Créances sur les établissements de crédit	0	/	/	/	0	/	/	/
Créances sur la clientèle	0	/	/	/	0	/	/	/
Titres reçus en pension livrée	0	/	/	/	0	/	/	/
Titres détenus à des fins de transaction	539	0	539	0	529	0	529	0
Effets publics et valeurs assimilées	0	/	/	/	0	/	/	/
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	/	/	/	0	/	/	/
Actions et autres titres à revenu variable	539	/	539	/	529	/	529	/
Instruments dérivés	2 036	/	2 036	/	2 214	0	2 214	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0	0	0	0	0	0	0	0
Créances sur la clientèle	0	/	/	/	0	/	/	/
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	0	/	/	/	0	/	/	/
Titres à la juste valeur par résultat sur option	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0	/	/	/	0	/	/	/
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	/	/	/	0	/	/	/
Actions et autres titres à revenu variable	0	/	/	/	0	/	/	/
Actifs financiers disponibles à la vente	662 211	22	662 189	0	703 188	96	703 092	0
Effets publics et valeurs assimilées	0	/	/	/	0	/	/	/
Obligations et autres titres à revenu fixe	146 461	/	146 461	/	184 240	/	184 240	/
Actions et autres titres à revenu variable	515 750	22	515 728	/	518 948	96	518 852	/
Créances disponibles à la vente	0	/	/	/	0	/	/	/
Instruments dérivés de couverture	5 633	0	5 633	0	4 006	0	4 006	0
Total actifs financiers valorisés à la juste valeur	670 419	22	670 397	0	709 937	96	709 841	0

Passifs financiers valorisés à la juste valeur

Les montants présentés sont y compris dettes rattachées

	Total 30/06/2011	prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques :			Total 31/12/2010	prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques :		
		Niveau 1	valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3		Niveau 1	valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	930	0	930	0	1 114	0	1 114	0
Titres vendus à découvert	0	/	/	/	0	/	/	/
Titres donnés en pension livrée	0	/	/	/	0	/	/	/
Dettes représentées par un titre	0	/	/	/	0	/	/	/
Dettes envers la clientèle	0	/	/	/	0	/	/	/
Dettes envers les établissements de crédit	0	/	/	/	0	/	/	/
Instruments dérivés	930	/	930	/	1 114	/	1 114	/
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	21 044	0	21 044	0	29 564	0	29 564	0
Total passifs financiers valorisés à la juste valeur	21 974	0	21 974	0	30 678	0	30 678	0

- Changements de modèles de valorisation

Le Groupe n'a pas réalisé de changement de méthode de valorisation au cours du 1^{er} semestre 2011.

9. Événements postérieurs à fin de la période intermédiaire

Le Groupe n'a pas constaté d'événements postérieurs à la clôture.

10. Périmètre de consolidation au 30 juin 2011

Liste des filiales, coentreprises et entreprises associées	Pays d'implantation	Méthode de consolidation au 30.06.2011	% de contrôle		% d'intérêt	
			31.12.2010	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2011
CAISSE LOCALE ANTRAIN	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE ARGENTRE	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE BAIN DE BRETAGNE	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE BECHEREL / ROMILLE	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE BETTON	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE BRUZ	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE CESSON	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE CHATEAUBOURG	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE CHATEAUGIRON	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE CHATEAUNEUF	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE CHATILLON	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE COMBOURG	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE DOL DE BRETAGNE	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE DU PARC DES BOIS	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE DU TRIANGLE	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE FOUGERES	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE GRAND FOUGERAY	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE GUICHEN	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE HAUT DE BRETAGNE	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE JANZE	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE LA GUERCHE	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE LE SEL	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE LES RIVES DE L'ILLE	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE LIFFRE	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE LOUVIGNE	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE MAURE	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE MONTAUBAN	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE MONTFORT	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE MORDELLES	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE NOYAL SUR VILAINE	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE PACE	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE PAYS D'AUBIGNE	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE PIPRIAC	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE PLEINE FOUGERES	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE PLELAN	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE PLEURTUIT / DINARD	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE REDON	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE RENNES CENTRE	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE RETIERS	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE ST AUBIN DU CORMIER	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE ST BRICE	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE ST MALO	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE ST MEEN	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE ST MELOIR	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE TINTENIAC	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100
CAISSE LOCALE VITRE	FRANCE	Intégration globale	100	100	100	100

ROUXEL - TANGUY et Associés

ZAC Atalante Champeaux
2C, allée Jacques-Frimot
35000 Rennes

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de

ERNST & YOUNG et Autres

Le Compans – Immeuble B
1, place Alphonse Jourdain
B.P. 98536
31685 Toulouse Cedex 6
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Lieu

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Ille-et-Vilaine

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2011

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Sociétaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Ille-et-Vilaine, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

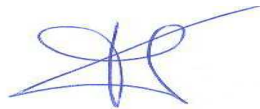
Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés intermédiaires résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés intermédiaires résumés.

Rennes et Toulouse, le 29 juillet 2011

Les Commissaires aux Comptes

ROUXEL - TANGUY et Associés



Géraldine Blin

ERNST & YOUNG et Autres

